

# Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE  
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER  
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

## ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an... 80 fr.	Un an... 112 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois... 20 fr.	Trois mois... 28 fr.
Chèque postal Feraud 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## Calomniez-nous, Léon Daudet cela n'empêche que Philippe Daudet fut anarchiste

Devant le cadavre de son enfant, M. Léon Daudet a une seule préoccupation : éviter tout ce qui peut nuire à sa propre carrière politique ; rechercher, inventer tout ce qui peut servir son ambition dictatorial.

Quand on le met, à Lariboisière, en face du pauvre corps ensanglanté de Philippe trouvé mortellement atteint dans un taxi, le député de Paris n'a qu'une pensée : quelle que puisse être la réalité des faits, la vérité sur la mort de son enfant, éviter un scandale nuisible au plan politique qui, seul, le préoccupe. Ah ! Léon Daudet, qui ne manque pas d'imagination, peut, à cette heure-là, avoir les visions les plus troublantes ; il peut faire, en son for intérieur, les plus dramatiques hypothèses... Le député de Paris les repousse avec mépris ; il étouffe volontiers en lui la voix de « sa conscience ». Il ne pense qu'au mauvais relâchement que pourrait avoir la nouvelle du fait brutal : son enfant trouvé mort dans un taxi, son enfant probablement suicidé, après s'être échappé de chez Léon Daudet.

Quand un gosse de quatorze ans se sauve de chez ses parents, il y a des chances qu'il ne s'y trouve pas fort heureux. Et Léon Daudet savait parfaitement pourquoi le petit Philippe avait fui la maison paternelle. Il le savait mieux que nous. Et cependant nous savons par des confidences faites, depuis la mort de l'enfant, par des familiers du logis Daudet, que LÉON DAUDET NE RENDAIT PAS HEUREUX SON FILS, QU'IL LE HÉURTAIT, LE CORRIGEAIT MÊME et que Philippe cherchait ailleurs que chez lui le bonheur.

Devant le cadavre de Lariboisière, le député d'Action Française n'hésite pas ; IL ACCÈPTE LA THÈSE DU SUICIDE, il signe même un procès-verbal par lequel il reconnaît le bien fondé de cette version de la mort de son fils, tout cela à une condition : LE SILENCE, LA DISCRÉTION ABSOLUE sur cette fin accidentelle, la complicité de la police, du gouvernement et de la presse officielle pour jouer aux yeux du public et de l'histoire la sinistre comédie, l'hypocrisie et funèbre parade de la mort naturelle du fils de Léon Daudet, après une courte maladie.

C'est ainsi que l'Action Française des 26 et 27 novembre pouvait pleurer dignement le « cher collaborateur prématurément enlevé », le jeune camelot du roi fidèle à son roi et à sa famille.

Mais voici, malgré tout, que la lumière se fait. Notre inquiétude, sur la destinée du petit copain qui avait fait à Georges Vidal la confidence de sa volonté d'action terroriste, nous amène, nous, à toutes les hypothèses. Nous cherchons dans tous les sens. Nous trouvons le fait divers par lequel un jeune inconnu s'est suicidé. Nous voulons connaître l'identité de ce désespéré. On nous la refuse. Cela nous pousse à savoir coûte que coûte, cela nous intrigue en outre. Il y a là, à coup sûr, du mystère qu'il nous faut percer.

Par nos moyens, qui ne sortent pas des sphères du prolétariat, nous apprenons que le fils de Léon Daudet s'est suicidé et que le député d'Action Française a été chercher à Lariboisière le corps de son enfant.

Alors nous voici devant ces coïncidences : le fils de Daudet s'appelait Philippe ; le jeune copain disparu a signé Philippe le mot d'adieu à ses parents qu'il a confié à Georges Vidal.

Non, nous n'avons encore aucune certitude. Et nous voici, Vidal, Lecoq, Hauteclair et moi, seuls dépositaires de ce doute, de cette hypothèse formidable, et pris de cette angoisse extraordinaire que l'on ressent à l'approche de la vérité.

Que faire ? Que faire ?

Toute la nuit du 30 novembre au 1<sup>er</sup> décembre nous avons, tous les quatre, longtemps, longtemps hésité, au fur et à mesure que nous préparions le numéro spécial du Libertaire qui devait bouleverser l'opinion publique.

Et, au matin du 1<sup>er</sup> décembre, nous n'avons encore pour seuls confidentes du geste de hardiesse sur le point d'être accompli que nous-mêmes, quatre camarades haletants de cette audace qui allait enfin nous permettre de faire

l'expérience décisive : ou nous prouverions que Philippe Daudet était mort tragiquement après avoir affirmé sa foi anarchiste, ou nous sombrerions dans le ridicule.

Georges Vidal avait fait le récit de la troublante rencontre ; nous le mettions en page avec le cliché de l'autographe et les dernières œuvres poétiques du disparu... Et encore nous n'osions pas avoir la conviction absolue. Nous nous lançons bravement dans l'inconnu — comme nous avons si souvent coutume de faire, nous, anarchistes, qui ne craignons pas de tout risquer pour tout savoir.

Mais voici le numéro spécial lancé comme une bombe en plein Paris.

Le fils de Léon Daudet, le chef royaliste, Philippe Daudet mort en anarchiste. Philippe Daudet reniant la tradition de boue et de sang de son père.

Aussitôt l'Action Française voulut nier. Elle nous accusa d'abord de faux. Maurice Pujo alla jusqu'à déclarer que Philippe Daudet était incapable d'œuvres littéraires comme les *Parfums maudits*. Puis on dut reconnaître l'authenticité des documents. L'Action Française elle-même dut le reconnaître.

Notre Philippe était donc bien Philippe Daudet !

Seulement alors nous eûmes la certitude de ce que nous avions si audacieusement avancé.

Le fils de Léon Daudet était bien celui qui avait écrit : « Depuis longtemps j'étais anarchiste, sans oser le dire. » Le fils de Léon Daudet était bien le jeune terroriste qui avait confié à Vidal sa volonté d'action directe, son terrorisme désespéré.

Dès lors, Léon Daudet n'eut plus qu'une pensée, une idée fixe, une obsession plus forte que sa raison, plus puissante que tout en lui : effacer par tous les moyens cette tache indélébile, cette marque infamante pour le grand chef d'Action Française, le reniement par son fils des idées royalistes, l'ascension de son fils aux idées anarchistes, le passage de Philippe dans les rangs des subversifs, des révoltés, des réfractaires...

Philippe pouvait être mort de n'importe quelle façon, peu importait à son cœur de père : de la méningite comme dans la première version de l'Action Française, de suicide comme il l'avait lui-même reconnu à Lariboisière, assassiné par n'importe qui et dans n'importe quelle circonstance... Ah ! ceci ou cela n'inquiétait guère le député de Paris. Ce qui le troublait uniquement c'était cette vision honteuse, ce remord, ce cauchemar d'éternité, cette condamnation de toute sa vie d'homme public : SON PROPRE FILS ANARCHISTE !

Dès que Léon Daudet ne put plus rien nier de ce que nous avançons dans notre édition spéciale, il n'eut qu'un souci : dénaturer la figure de son enfant, assassiner la mémoire du petit mort, piétiner jusqu'à la défigurer l'âme du disparu.

Avant toutes choses, pour rendre invraisemblable la volonté d'action du jeune homme, pour empêcher que l'on prit au sérieux les intentions qu'il avait formulées et pour rendre odieux ceux qui avaient recueilli ses confidences terroristes, il communiqua à la presse un des portraits les plus anciens de Philippe, un portrait fait très antérieurement aux événements tragiques et dans lequel son fils semblait un enfant de douze ans.

Puis il osa mettre sur le compte de la maladie les « fugues » du jeune homme. Il préféra, l'ignoble personnage, donner l'image mensongère d'un Philippe à moitié fou, inconscient, que la vision effroyablement véridique d'un Léon Daudet aussi brutal dans la vie privée que dans la vie publique, brute domestique comme il est brute sociale.

Enfin, il nous défigura nous aussi, les derniers confidentes, les derniers amis de son enfant.

A priori, sans preuve aucune, par tactique, par système politique, il nous accusa d'avoir assassiné Philippe. Et il nous présenta comme des « cannibales », d'horribles monstres qui auraient

eu l'idée stupide de se venger sur un enfant des infamies du père.

Et ce fut, pendant quelques semaines, la version de l'Action Française.

Puis le mouchard Floffer se démasqua. Nous dénonçons le traquenard policier dans lequel on fit tomber notre petit camarade Philippe. Léon Daudet ne s'embarrasse pas pour si peu. Il feint de ne pas nous lire, de ne pas nous comprendre. Il fait mine d'être seul à dénoncer les Marlier, Lannes et consorts. Pensez donc : son fils assassiné par la police, cela ne fait pas ses affaires à lui, l'homme politique, car cette nouvelle version, loin d'effacer la réalité de la conversion de Philippe à l'anarchie militante, la confirme, la prouve indubitablement.

Un moment, le député royaliste de Paris essaie de s'en tirer en fabriquant de fausses citations du Libertaire qu'il reproduit dans sa Revue de la Presse et par lesquelles il nous fait facilement accepter je ne sais quelle hypothèse d'un Philippe-venu, en camelot du roi, dans nos milieux pour nous espionner.

Nous démentons les citations ; nous dénonçons les faussaires.

Alors, d'un coup, changement de tactique. Et voici le bouquet d'ordures diffamatoires : l'Action Française d'hier met en manchette tout simplement ceci : « Complicité du Libertaire et de la Sûreté générale : COLOMER INDICATEUR DE MARLIER. »

On a beau être cuirassé contre tout ce qui vient d'un Léon Daudet, on a beau se comporter à l'égard de ses dires comme devant les émanations d'une fosse d'aisances, il est tout de même un peu estomaquant de voir les beaux caractères d'imprimerie servir à illustrer de semblables infamies.

Mais reprenons de la philosophie : ce que Léon Daudet écrit sur nous-mêmes n'est pas plus ignoble que ce qu'il écrit sur son fils. Faire passer Philippe pour un mouchard des camelots du roi n'est pas moins dégradant que de nous faire prendre pour un des sous-ordres confidentes de la Sûreté générale.

Tout le caractère loyal du petit assassiné proteste contre le jugement ordurier de Léon Daudet tout comme notre passé, à nous. Que l'on compare la vie d'un Léon Daudet et la nôtre : cela suffit à tout homme impartial pour dire celui qui fait figure d'indicateur de police.

Mais cette dernière accusation du grossier Machiavel français que l'on a trop souvent le tort de prendre pour un fou (pas si bête !) n'est encore qu'un artifice, une ruse de guerre afin d'empêcher jusqu'au bout que l'on puisse croire à cette seule vérité : PHILIPPE DAUDET ANARCHISTE.

Et cependant c'est bien là le châtiement du mauvais père comme du mauvais homme, le châtiement du politicien : PHILIPPE DAUDET ANARCHISTE, ASSASSINÉ PAR LES POLICIERS DE POINCARÉ, LE CHER POINCARÉ DE LÉON DAUDET, DÉPUTÉ DE PARIS.

André COLOMER.

Ce soir, à 8 h. 30

## Assemblée plénière

de la  
FÉDÉRATION ANARCHISTE  
DE LA RÉGION PARISIENNE  
Maison Commune 49, rue de Bretagne

### ORDRE DU JOUR :

1. Campagne Antiparlementaire ;
2. Meeting du 17 mars ;
3. Questions diverses.

Présence de tous les copains. Indispensable.

## FAITES DES ENFANTS !

### Le malheureux soldat Faux continue la grève de la faim

Nous avons déjà parlé ces jours derniers de la triste situation dans laquelle se trouvait le malheureux camarade Georges Faux, charpentier en fer, qui faisait la grève de la faim à la caserne.

Georges Faux persiste dans sa résolution et voici onze jours aujourd'hui qu'il refuse toute nourriture.

Nous avons déjà dit que, père de quatre enfants, Georges Faux avait eu la douleur d'apprendre que pendant qu'on le retenait prisonnier à la caserne, un de ses gosses était mort à l'hôpital.

Car la mère étant obligée de travailler pour vivre et pour nourrir les enfants, comment ceux-ci pourraient-ils avoir tous les soins nécessaires ? Surtout lorsque l'aîné a 4 ans et le plus jeune 3 mois ? Et que la bourgeoisie ne vous accorde même pas l'aumône connue sur le nom de « secours aux familles nombreuses ! »

Nous avions appris ces jours derniers que deux autres des enfants, trop faibles, étaient à l'hôpital. Et voici que nous apprenons aujourd'hui par une lettre poignante de Germaine Faux, la compagne du malheureux gréviste de la faim, que le fils aîné, le petit qui jusqu'ici avait résisté à la maladie, est tombé malade à son tour. Et l'on sait combien sont graves les maladies chez ces petits êtres !

Qu'attendent donc les autorités militaires pour mettre fin à une aussi triste situation ? Les quelques cent mille morts ne leur suffisent-ils pas ? Leur faut-il de nouveaux cadavres, et des cadavres de nouveau-nés ?

Qu'attend-on pour renvoyer Georges Faux dans son foyer ?

## On perquisitionne à la Fédération des Fonctionnaires

Nous reproduisons, dans notre Revue de la Presse d'avant-hier, l'ignoble appel à la répression contre les fonctionnaires syndiqués signé par le flic de plume Camille Aymard dans la Liberté.

Le gouvernement a obéi à l'injonction réactionnaire.

Hier, à 8 h. 20, M. Faralioq, commissaire aux délégations judiciaires, franchissait le seuil de la Fédération des Syndicats de Fonctionnaires, 5, rue de Poitiers.

Cette visite matinale était motivée par un mandat de perquisition signé par M. Jousse, juge d'instruction.

La perquisition eut lieu en présence de Laurent, secrétaire général de la Fédération, et de quelques membres du Comité fédéral.

D'après le communiqué officiel, de nombreux documents auraient été saisis et les membres de la Fédération seraient inculpés d'infraction à la loi sur les syndicats.

A la Fédération des Fonctionnaires, on nous a déclaré :

« M. Faralioq, après une heure et demie de recherches, au cours desquelles il a pu se rendre compte du parfait fonctionnement et de l'excellente organisation des services, est parti, emportant quelques papiers sans importance aucune. »

« Il a paru s'intéresser particulièrement aux livres de comptabilité. Sans doute, M. Jousselin espérait-il trouver là des fonds d'origine suspecte ou des attaches avec des partis politiques. C'était bien mal connaître la Fédération et son esprit. Le syndicalisme des fonctionnaires, comme tout le syndicalisme, est libre. Les partis politiques, quels qu'ils soient, lui sont totalement étrangers et il est fier de son indépendance et de sa force. »

« Quant aux ressources, elles se composent exclusivement des cotisations, des

souscriptions diverses et notamment de celle ouverte pour l'action électorale.

« Le gouvernement avait-il besoin de cette dernière maladresse pour montrer son affolement devant notre action ? Aux ordres du Bloc national, il pense intimider les fonctionnaires, c'est la preuve d'une piètre psychologie. Les coups de pouvoir resserreraient les liens qui unissent tous les syndicats, et demain comme hier, la lutte continuera. »

Nous protestons contre le coup de force de Poincaré contre la Fédération des Fonctionnaires, mais cela ne nous empêche pas de trouver une légère contradiction dans les déclarations du secrétaire de la Fédération quand il proclame d'une part l'esprit *apolitique* de son « syndicalisme » et que, d'autre part, il parle de souscriptions ouvertes pour l'action électorale — à moins qu'il s'agisse d'une action antiparlementaire. Mais nous en doutons.

## Le franc à Zéro

Le franc baisse, baisse et avant peu, si sa chute vertigineuse continue, il ne vaudra plus rien. Nous pourrions alors saluer la victoire de la France, et si le prolétariat de notre pays n'a rien à se mettre dans le ventre, il aura tout au moins la satisfaction de pouvoir, le dimanche, aux Invalides, contempler les drapeaux pris à l'ennemi.

Mais le peuple se fâche bien en ce moment de la chute du franc. Il est convaincu qu'à la suite des prochaines élections, des députés du Bloc des Gauches trouveront le moyen d'équilibrer le budget et de sauver de la faillite notre belle France. Douce illusion. Le réveil, hélas, sera brutal, car, quel que soit le gouvernement qui succédera au Bloc national, il n'échappera pas au désastre, déterminé par la dernière guerre.

Toutes les mesures qui ont été prises et toutes celles qui peuvent être prises par les parlementaires seront inopérantes.

La France a une dette flottante d'environ 600 milliards, et même en supposant que l'Allemagne consente à se couvrir devant les stipulations du traité de Versailles, les entrées dans les caisses de l'Etat français ne dépasseraient pas 150 milliards. C'est donc plus de 400 milliards qu'il faudrait encore trouver pour boucler le trou fantastique creusé par le carnage, et ce n'est certainement pas dans les classes laborieuses qu'il est possible de puiser les ressources que demandent les gouvernements.

Les ministères qui se sont succédés, comme ceux qui se succéderont ne frapperont jamais à la porte des gros marchands qui ont bénéficié de cette somme énorme, que l'Etat français a couverte de son autorité et de son crédit.

Les 600 milliards que l'on veut sortir de la poche des contribuables, sont entrés cependant dans la bourse de financiers et de profiteurs sans scrupules ; ils n'ont pas été et ne sont encore pas aujourd'hui perdus pour tout le monde, et pour payer les intérêts de ceux qui ont eu tout à gagner de la guerre, les gouvernements auraient aujourd'hui la prétention de faire suer au prolétariat une somme annuelle de 20 milliards, pour payer les intérêts de la dette flottante !

Mais les poches du prolétariat sont aussi vides que les caisses de l'Etat, et avec la meilleure volonté, M. de Lasteyrie ne pourrait récolter un sou vaillant des classes productrices, prétendant certains défaitistes.

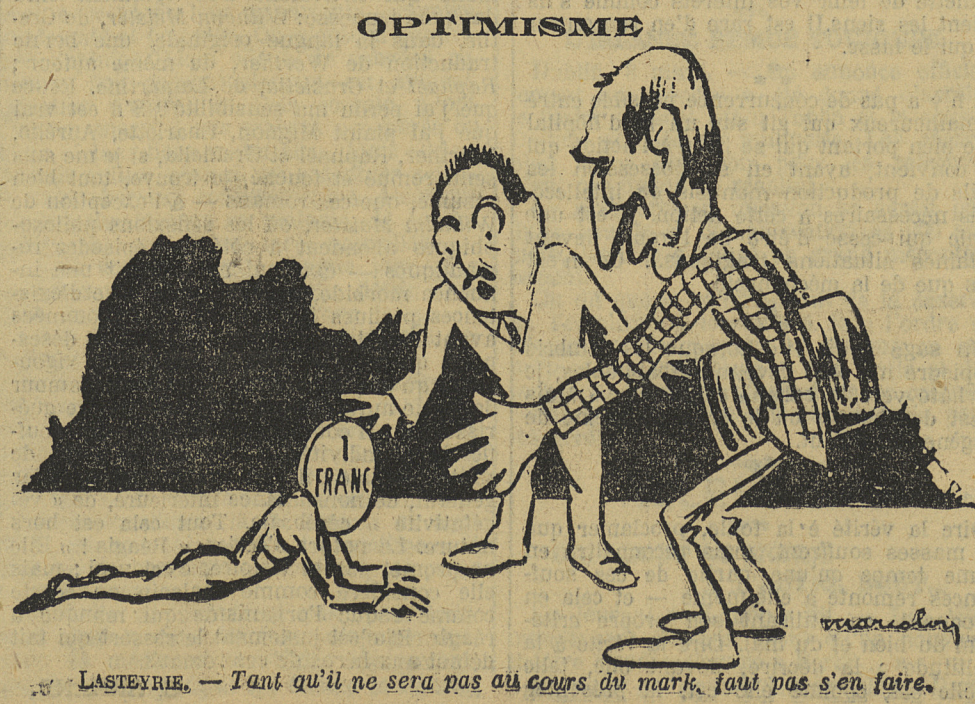
Si, cependant, le ministre des Finances consentait à nous entendre, en moins de quarante-huit heures, la situation serait réglée. Les travaux des grands hommes d'Etat les éloignent de la réalité, et nous ne doutons pas de la conviction sincère, de Poincaré et des autres, qui consiste à croire que les ouvriers sont riches et heureux.

Nous le savons bien, nous autres, que si les ouvriers sont vêtus de guenilles, c'est par avarice, et que s'ils refusent à se payer des bottes de poireaux qui se vendent au poids de l'or, c'est par économie. Mais ils ont leur bas de laine, n'est-ce pas, M. de Lasteyrie, et c'est encore par avarice qu'ils préfèrent parfois laisser vendre par vos valets leurs quelques meubles que de payer l'impôt dont M. Arago s'acquitte avec tant de bonne grâce.

La chute du franc ? Mais oui, vous avez raison, elle est la cause du déséquilibre budgétaire qui, lui-même, est déterminé par le refus systématique du prolétariat à faire face à vos engagements.

Votez donc les deux décimes qui ont eu une si heureuse répercussion sur la devise nationale. Votez-en quatre, six, dix, le franc montera de la même façon que ces derniers jours. La livre anglaise vaut 116 francs, elle en vaudra 2.000. La pomme de terre vaudra cent sous le kilo et le pain quarante sous la livre ? Peu importe, le prolétariat qui cache son argent sera bien obligé de le sortir, mais — car il y a un mais — si vous vous êtes trompés, messieurs les parlementaires passés et à venir, si, par une regrettable fatalité, ce n'était pas le peuple qui détenait cette fortune que vous recherchez, si les guenilles de l'ouvrier étaient de vraies guenilles, si sa faim était véritable et sa position désespérée, prenez garde, vous et les vôtres, que le mouton ne sorte de sa passivité, ne se révolte comme un lion et aille, où il se trouve, chercher cet argent dont vous avez tant besoin, le réduise en poussière, le fasse à jamais disparaître (puisqu'il vous cause, à vous comme à nous, tant de soucis) de vos coffres et de vos banques, et le remplace, pour vous comme pour nous, par le travail productif, qui est la seule et la véritable richesse d'une société.

J. CHAZOFF.



LASTEYRIE. — Tant qu'il ne sera pas au cours du mark, faut pas s'en faire.



# Le sophisme anti-idéaliste de Marx

(SUITE ET FIN)

Dans la vie politique, d'abord, ne voyons-nous pas souvent, au cours de l'histoire, l'agitation effrénée des partis et même les coups d'Etat faire pendant à un régime économique parfaitement stable ? Et trouvera-t-on jamais un historien consciencieux qui essaiera de rattacher tout événement politique de la vie d'une nation à une cause économique dont il serait la conséquence fatale ?

Pourquoi ? Parce que les hommes et les partis ne luttent pas seulement pour les raisons économiques, mais pour des causes sentimentales et intellectuelles dans lesquelles l'intérêt matériel n'a rien à voir. Quand Marx et Engels, par exemple, affirment, dans leur *Manifeste communiste*, que la liberté de conscience, à son avènement sur la scène politique du monde, ne fit « que proclamer dans le domaine du savoir le règne de la libre concurrence », ils oublient que, quels que soient, sociologiquement, les rapports organiques qui lient les deux phénomènes et les solidarités, il n'en est pas moins vrai que rien ne permet de les subordonner l'un à l'autre, que rien ne permet d'établir entre eux un rapport de causalité plutôt que de les rapporter à une cause commune. Et, en fait, n'est-ce pas précisément cette « idéologie » si dédaignée par le matérialisme marxiste qui se révèle, à l'analyse, comme la cause commune de ces deux grands faits historiques, concomitants, mais indépendants l'un de l'autre, aussi indépendants l'un de l'autre que deux feuilles d'un même arbre, que deux jets d'une même source ? En fait encore, cette indépendance réciproque du fait politique et du fait économique n'est-elle pas si patente, si réelle, qu'on voit bien des hommes et des groupes d'hommes, sans incohérence aucune, subir l'ascendant de l'une des causes et répudier l'autre, se montrer, par exemple, les fermes soutiens de la liberté de conscience en même temps que les adversaires irréductibles de l'individualisme économique ? En fait encore, n'est-il pas clair, enfin, que si la psychologie collective que traduisent ces idées et ces faits résulte sans doute, en partie, d'intérêts économiques, elle dérive certainement, d'autre part, de facteurs intellectuels et moraux absolument en dehors des questions de production et d'échange ? Aucun homme sensé ne prétendra que tous les « libéraux », tous les partisans des libertés politiques, soient devenus tels sous l'empire d'intérêts matériels ; aucun ne soutiendra qu'il n'existe pas parmi eux — et en grand nombre — d'hommes dont l'attitude est dictée par l'idéal même, par de hautes préoccupations d'idées, philosophiques et morales, sans souci ni influences d'ordre économique.

« Si des nègres ou des coolies chinois, dit Menger (1), travaillaient dans les fabriques allemandes, jamais une démocratie socialiste ne serait née, même en supposant réunies toutes les conditions préliminaires de l'ordre économique. » Qu'est-ce à dire, — sinon que l'économisme est un déterminisme simpliste, que si les circonstances économiques conditionnent souvent un phénomène politique, elles ne le déterminent pas, ne le produisent pas, et que ce ne sont pas elles, mais l'état mental, l'état psychologique des acteurs, qui en sont, en dernière analyse, le facteur efficient ?

Les circonstances économiques ne suffisent pas davantage à expliquer les philosophies, les morales, les religions. Les religions, ces philosophies enfantines, sont loin d'être comme le veulent les marxistes, un pur « reflet » de la situation économique ; elles ne sont pas simplement une consolation trompeuse, un « nuage » qui cache la réalité de la vie matérielle ; et le sentiment religieux est bien autre chose, en vérité, que « le besoin économique renversé » et cherchant dans un au-delà imaginaire les satisfactions qui lui manquent sur cette terre. C'est là une conception bien pauvre et bien naïve, bien simpliste, de la genèse et du caractère des religions. Celles-ci sont surtout, en réalité, des tentatives d'explication de l'univers et de ses phénomènes, des essais anticipés de cosmologie, des produits, des manifestations du besoin de comprendre, du besoin intellectuel synthétique, du besoin philosophique qui caractérise l'homme et l'élève au-dessus de ses ancêtres animaux. Et vouloir que leur « idéologie » ne soit que l'effet de la vie matérielle, c'est vraiment abuser du paradoxe : c'est vraiment torturer la dialectique et le bon sens. Comment prétendre, par exemple, que la prédication de Jésus de Nazareth ou celle du Bouddha Çakia Mouni ne fut que le résultat d'une révolution technique, d'une « métamorphose » de la production et de l'échange ? Comment prétendre que tous les dogmes catholiques, proclamés au cours de l'histoire religieuse de notre Occident européen, ne furent que le produit fatal et le reflet de son histoire économique ? Toute la subtilité sophistique des exégètes de Marx aura beau faire : elle n'arrivera pas à faire tenir debout ou à pallier cette absurdité : l'explication économique des religions et des philosophies.

Et si les circonstances économiques ne suffisent pas à expliquer les philosophies et les religions, comment expliquer-elles les conceptions juridiques et morales ? Celles-ci sont, quoi qu'on en puisse penser, sous la dépendance de celles-là. Si elles ne sont pas créées par elles de toutes pièces, elles y puisent du moins une bonne partie de leurs éléments, et il serait difficile, par exemple, de concevoir le droit divin sans la religion, comme il serait difficile de concevoir une morale vraiment humaine, une morale humanitaire et sans dogmes, en dehors d'une cosmologie, en dehors d'une conception synthétique qui la justifie et qui l'inspire. N'est-ce pas toute une philosophie, toute une conception de l'univers, en même temps que de l'homme, qui s'affirme dans cette réputation de l'absolutisme et de l'arbitraire, dans cette morale de dignité humaine où se perçoit déjà le mot d'ordre de l'avenir ?

Et non seulement l'économie n'explique pas les conceptions juridiques et morales régénérantes, qui relèvent ainsi de la philosophie, qui en dérivent consciemment ou inconsciemment, mais ce sont elles, au contraire, ce sont les conceptions juridiques

et morales qui donnent la clef du régime économique, qu'elles commandent. Il faut renverser les termes du rapport établi par Marx. Incontestablement, dans le monde humain, la conception cosmologique, la conception juridique, la conception morale, résultant, découlant l'une de l'autre, précèdent et déterminent, régissent l'organisation économique et sociale, dont elles sont l'âme.

Aussi est-il faux de dire, avec la version marxiste des Statuts de l'Internationale, qui résume si nettement l'erreur de Marx et son point de vue métaphysique, que « la sujétion économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail est la cause première de sa servitude dans toutes ses formes » (2). Cette « cause première » n'est pas première du tout. Elle a sa source dans une conception juridique, dans la conception propriétaire, et c'est celle-ci — basée, à son tour, sur une erreur philosophique : l'illusion absolutiste, l'illusion de la création autoritaire — qui lui donne force et vigueur, qui lui donne la force morale sans laquelle tout régime économique n'est qu'un corps sans âme, un corps sans vie. La véritable cause, la véritable cause non pas première mais efficiente, de toute servitude sociale viable est dans l'esprit qui la justifie, dans la raison, la raison égarée, illusionnée, qui l'étale, la soutient et lui donne force de vie.

De cause première, il n'en existe pas. Il n'en existe pas plus ici que dans aucun autre domaine. Nous n'avons que faire de cette vaine métaphysique. Et la superstition matérialiste de Marx vaut à nos yeux la superstition contraire, l'idéalisme pur, qu'il combat si ardemment.

Certes, il est vrai : point de réalisations idéales sans base matérielle propice. Mais celle-ci n'est que la condition, elle n'est pas la cause, la force motrice de l'acte. Il importe de ne pas confondre. Et c'est ce que fait le marxisme : il confond condition et cause.

La force motrice de nos actes, elle est en nous : elle est dans les besoins divers de notre nature... Et c'est ici qu'on nous reprend encore et qu'on revient à la charge. Il faut vivre, nous dit-on, avant de philosopher. *Primum vivere, deinde philosophari*. — Sans doute, si philosophe signifie faire de la métaphysique. Mais nullement, si cela signifie rechercher ce qui est juste. On vit, c'est entendu, avant de raisonner. Mais le juste, le juste sous ses aspects multiples, n'est-il pas la loi même de la vie, la loi même de la force ? Et l'être animé quel qu'il soit, même le plus inconscient, ne subit-il pas cette loi et n'en a-t-il pas l'instinct ?

Cet instinct, c'est le germe de la force morale ; c'est le germe de la dignité humaine. Le seul fait de son existence fait de l'amoralisme matérialiste une aberration et un non-sens.

Paul GILLE.

(1) Menger, « Etat populaire du travail », p. 219.  
(2) Rédaction marxiste de 1871. La rédaction française primitive portait, très judicieusement : « la source ».

## Esquisse d'une Philosophie

DE LA

### Dignité Humaine

par Paul GILLE

Professeur à l'Institut des Hautes Etudes de Belgique

Prix : 8 francs

En vente à la Librairie Sociale  
9, rue Louis-Blanc, Paris (10<sup>e</sup>)

## POINTS de REPÈRE

Grandeur et décadence individualistes.

Nietzsche parle souvent de la noblesse dont il orne son ébauche du surhumain. Sans cette noblesse, l'individualisme dégénère rapidement en bas arrivisme. Thénardier, ce type immortalisé par Victor Hugo, n'a rien de l'individualiste. C'est un détresseur de cadavres et d'innombrables incapables de se défendre. Rien d'entier.

Il n'y a pas grand mérite à enfourcher la monture d'un cavalier désarçonné. « Quel beau cavalier ! » s'exclame la foule en battant des mains, et le fringant homme de cheval, grisé par le vacarme, oublie que ce n'est pas lui qui a dompté l'animal.

Personne ne vous force à faire le médecin si vous ignorez l'art de guérir. Personne ne vous force à accepter un mandat si vous ne vous sentez pas de taille à le remplir au gré du mandant. Personne ne vous oblige à vous charger d'un dépôt si vous ne possédez pas la volonté de le rendre intact au déposant.

Il est fréquent de rencontrer un ami qui promet de tenir vos intérêts comme s'ils étaient les siens. Il est rare d'en rencontrer un qui le fasse.

Il n'y a pas de concurrence possible entre le malheureux qui gît sur un lit d'hôpital et le bien portant qui se livre à l'action qui lui convient, ayant en sa possession les outils de production manuels ou intellectuels nécessaires à cette action. Il est une ironie qui cesse d'être de l'ironie devant certaines situations tragiques... Ce n'est plus que de la méchanceté.

Un sage a dit : « Lorsque les lambris d'Epictète ne sont devenus inhabitables, je me hâte vers la cabane d'Epictète. » Mais il est des heures où le tonneau même de Diogène fait défaut.

Dire la vérité à la foule.

Dire la vérité à la foule, proclamer que les masses souffrent, mais reconnaître en même temps qu'une partie de ces souffrances remonte à elle-même — et cela en invoquant, en utilisant son propre critérium du bien et du mal. Dire la vérité à la multitude : la décrire, devant elle, telle qu'elle est, comme elle est, la présenter

pour ce qu'elle vaut. Pour cela, il faut du courage. Et je ne parle pas seulement de la foule, j'ai dans l'esprit toutes les foules : la foule des prolétaires et la foule des bourgeois, la foule des travailleurs manuels et la foule des travailleurs intellectuels, la foule des honnêtes gens et la foule des hors la loi. Chaque unité de la foule vit en quelque manière ses propres commandements moraux et sociaux ; chacune fait ce qu'elle blâme chez autrui ; chacune voudrait que ce soit autrui qui porte le fardeau des lois et de la contrainte sociale. C'est une rareté que de trouver quelqu'un qui, dans les détails quotidiens de la vie, se contredise pas la conception moyenne que la foule adopte comme étalon de l'existence morale et sociale.

De préjugé.

J'appelle « préjugé » une opinion, une habitude, une convention, une formule d'ordre intellectuel, politique, économique, religieux, ou encore ayant trait aux mœurs ou aux coutumes, etc., qu'on adopte, qu'on reçoit, à laquelle on se soumet, sans y réfléchir, sans la discuter, sans l'examiner, simplement parce que tout le monde l'accepte ou s'y adapte, ou feint de l'accepter ou de s'y adapter ; et parce qu'on ne veut ou qu'on n'ose faire autrement que tout le monde. Et cela alors même que cette opinion, cette habitude, cette convention ou cette formule, ce préjugé enfin, vous blesse, vous froisse, vous gêne, heurte vos convictions, n'est pas conforme aux résultats de vos études ou de vos observations personnelles, est antagoniste à votre raisonnement ou hostile à votre sentiment.

Ceux qui paient.

L'enfant Jésus échappé à Hérode et le tyran, pour se venger, ordonne qu'on tue tous les enfants de moins de deux ans qui se trouvent à Bethléem et sur son territoire. Qu'importe que les innocents paient pour les coupables !

Ainsi ont agi, avant ou depuis Hérode, tous les hommes d'Etat, tous les politiciens. Ils se vengent sur ceux qui n'y sont pour rien de la peur que leur ont causée ceux dont ils redoutent l'influence.

Les intellectuels.

Nous devons beaucoup aux « intellectuels », c'est-à-dire à ceux qui ont fait des choses de l'Intelligence la grande affaire de leur vie — sans jamais faire de l'Intellectualisme — un synonyme d'arriérisme ou de complaisance à l'égard des bergers ou du troupeau social. Ils nous ont beaucoup appris. Plus que cela. Ils ont contribué à susciter en nous le désir d'être une personnalité pensant par et pour nous-mêmes.

Mais ils nous doivent beaucoup, en revanche. Combien d'intellectuels ne seraient jamais sortis du cadre restreint où ils vivaient si nos milleux, nos journaux, nos revues ne s'étaient point intéressés à ce qu'ils écrivaient ? On a déjà fait la remarque qu'ils oublieraient volontiers cet appui prêt au moment du besoin lorsqu'ils avaient franchi le cap des difficultés et voguaient sur la pleine mer de la notoriété... Il est vrai que nos milleux ne se sont attendus à être récompensés pour l'assistance fournie à des hommes dont ils croyaient utile de diffuser la production cérébrale, ceci dit pour éviter tout malentendu... Cependant, ne serait-ce que par pudeur ou par dignité, certains de ces « intellectuels » auraient gagné à éviter qu'on leur reprochât un oubli trop désinvolte du passé.

Qui sont les miens.

Il y a des hommes qui ne sont ni frères, ni parents à aucun degré, mais qui se sentent plus près les uns des autres que les consanguins les plus proches, parce qu'animés d'un même dégoût pour ce qui est exigé, d'une même haine pour l'établi, le convenu et le ne varier, d'une même répugnance pour le grégaire. Ils ne cherchent ni à conserver, ni à sauver, ni à rebâtir ce qui est. Ils se contentent de vivre leur vie propre, de la rendre aussi originale que possible, leur vie de contempteurs de l'imposé, de négateurs du conformisme, d'en dehors du troupeau social. Voilà l'espèce à qui l'appartient, la race dont je me réclame, et laquelle adopte cette attitude de pensée et d'être, à son corps défendant, celui-là est mon père, et ma mère, et mon frère.

Prendre de l'âge.

Savoir que son cheveu blanchit et que son visage se ride ; sentir en même temps qu'on est aussi riche de sentimentalité et d'illusions que dans la fleur de la jeunesse, cette constatation-là est d'un sage. Ce qui n'est point d'un sage, c'est d'en souffrir. Qu'importe, après tout, qu'apparaissent les cheveux blancs et les rides ? Ce qui importe, c'est que, moi, je ne me sente ni vieux, ni vieilli. On n'a que l'âge qu'on se sent. On n'a d'âge que celui qu'on se sent avoir. Il y a la ridicule social et les conventions grégaires. C'est vrai, mais celui qui n'est pas en état de les affronter n'a jamais que l'âge qu'on lui donne ou qu'il paraît.

Réagir.

A un intervalle de vingt ans, les circonstances ont fait que j'ai relu plusieurs romans qui m'avaient très vivement ému dans ma jeunesse : *Wilhelm Meister*, de Goethe, dans la langue originale, une belle traduction de Werther, du même auteur ; *Raphaël et Gräziella*, de Lamartine. Essai que j'ai perdu ma sensibilité ? Si tel est vrai que j'ai plaint Mignon, Charlotte, Aurélie, Werther, Raphaël et Gräziella, si je me suis senti remué et touché, je trouve, tout bien résumé, que ces romans — à l'exception de *Wilhelm Meister*, où les réflexions philosophiques abondent à côté des épisodes romantiques — exercent sur l'esprit une influence morbide, anesthésiante. Que d'existences perdues inutilement et consommées avant leur temps ; que d'incalculables désespoirs qu'un peu de raisonnement vigoureux, qu'une dose un peu massive d'amour de la vie aurait pu parfaitement rendre guérissables ! Il court dans ces pages une souffrance de maladivité ; il n'y a pas assez de santé mentale ; il y a trop de laisser-aller général, de nonchalance intérieure, de « végétativité » cérébrale. Tout cela est hors nature. La nature s'écrie : « Réagis ! » Elle ne promet pas la victoire, c'est vrai ; mais elle considère comme malsain ou écarté comme caduc l'organisme qui manque à réagir. Et c'est justement le ressort qui fait défaut aux héros de ces romans.

E. ARMAND.

# AUX HASARDS DU CHEMIN

## Propos d'un Paria

On éprouve un réel soulagement lorsqu'on a l'occasion de formuler tout haut certaines réflexions que l'on s'est faites à soi-même tout bas. Il n'est jamais indigne d'individualisme qui ne se soumette à ce besoin expansif, issu de ce qu'on appelle notre sociabilité. Le moindre fait est susceptible d'amener chez l'individu qui veut bien se donner la peine de penser, une suite de réflexions qui ne sont jamais dénuées d'intérêt, même quand elles émanent d'un cerveau peu cultivé, et qu'elles sont communiquées d'une façon malhabile. Toute idée en engendre une autre, tout développement soumet nos facultés de compréhension et de critique à une gymnastique profitable.

Le mal est de se taire... quand on a quelque chose à dire. Ah ! je sais bien, il existe une catégorie d'individus dont la bouche émet des sons d'autant plus puissants et plus sonores que leurs cerveaux sont plus vides. Il y a les acrobates du verbe, les bavards professionnels, qui vous prouvent par A+B que ce qu'ils ont dit la veille est un tissu de stupidités. Il y a les camelots de la politique, les marchands de boniments. Ces gens ne m'intéressent que dans la mesure où ils me forcent de les combattre. Ils soutiennent avec autant de chaleur, d'apparente sincérité, les idées les plus différentes, selon qu'ils gagnent plus ou moins d'argent pour défendre celle-ci plutôt qu'une autre. Ce sont les prostitués de la pensée, que la pauvre femme qui du coin de la rue attend le client, peut regarder avec mépris.

J'aime celui qui d'abord pense pour lui avant de penser pour les autres, et qui dit exactement ce qui est son opinion intime. Peu m'importe que cet homme se trompe, c'est à moi de lui prouver qu'il a tort. S'il est de bonne foi, il acceptera mes observations, il discutera, raisonnera, peut-être modifiera son idée première pas assez mûrie, pas assez appuyée sur une étude des faits et des choses s'y rapportant. Mais surtout ne pas pontifier, ne pas apporter des vérités inébranlables, des données devant lesquels la tourbe des peu ou des mal éduqués devra s'agenouiller pour les répéter ensuite comme des perroquets, en guise de patentes.

Et puis, ne pas affecter un aristocratisme mépris pour ceux qui venant aux discussions dans un but désintéressé, pour s'instruire, sont déjà plus que de simples révoltés en proie à une impulsion passagère, mais des gens en voie d'émancipation intellectuelle, que l'Anarchie attire, qu'ils voudraient mieux connaître, et qu'il ne faut pas leur présenter sous l'aspect rébarbatif d'une vieille fille à lunettes compulsant d'incompréhensibles grimoires.

Les livres de philosophie anarchiste sont tout de clarté et à la portée de toutes les intelligences.

Depuis Proudhon jusqu'à Sébastien Faure, en passant par Elisée Reclus, Jean Grave, Kropotkine, etc., il y a là de quoi meubler nos cerveaux et nous faciliter les arguments qui nous sont nécessaires et que nous ne trouvons pas toujours quand il s'agit de river le clou aux pontificats autoritaires.

Et ne pas nous figurer que ces livres sont autant de Bibles nous révélant un évangile nouveau. Ce qui ne nous semble pas conforme à notre idée personnelle, discutons-le, mettons-le en discussion à la prochaine réunion du groupe. Cela, c'est du travail d'éducation anarchiste, il est indispensable ; il ne peut que donner une force toujours grandissante à l'action que nous sommes amenés à faire contre les exploités, les affameurs, assassins d'aujourd'hui, et ceux qui dans la coulisse s'apprêtent à les remplacer.

C'est cette besogne d'éducation sur soi et sur les autres ensuite qui constitue le travail symbolique sur lequel nos pieds se délectent de la boue des préjugés.

Si l'époque est encore lointaine où nous pourrions entrer dans la maison du rêve, si le chemin est encore long à parcourir, au moins nos pieds seront de jour en jour plus légers, nous avancerons plus vite.

Pierre MUADES.

Ils se jugent eux-mêmes.

Les chantages incessants d'un « fou du Roy » nous rappellent une petite histoire entendue, par hasard, il y a quelques années.

Pujo, arrière petit-fils de la reine Berthe aux Longs Pieds, se trouvait dans un café de la rue Montmartre. A ses côtés, un des petits apaches de la cause des bandits de la rue de Rome. Tous les deux conversaient et, autant qu'il nous souvenne, la conversation roulait sur les dessins de Gassier dans le *Merle blanc*, et Pujo disait : « Daudet rit bien de ces dessins. Ça l'amuse même beaucoup. Quant à moi, on ne peut rien trouver, ni dans ma vie privée, ni dans ma vie publique, qui puisse donner prise à la critique, même à celle d'un dessinateur satiriste. Il ne reste à Gassier que mes pieds, il peut les allonger tant qu'il lui plaira. »

Mais alors si, dans la vie privée ou publique de Pujo, il n'existe rien que de très moral, il y a donc d'autres vies privées ou publiques qui ne sont pas à l'instar de celle de M. Pujo, et comme, en l'occurrence, il était question du sinistre Daudet, nous pouvons poser la question :

— Est-il vrai, M. Daudet, que l'auteur de l'Entremetteuse ne soit pas toujours propre ?

La parole est au maître chanteur, insulteur d'honnêtes gens.

○○○

Encore un pur.

Notre service spécial de « contre-Tchéka » nous informe que le citoyen V..., des Métaux, palabrait, le dimanche 2 mars, à Cormeilles-en-Parisis, comme délégué de la 3<sup>e</sup> Région confédérale.

Serait-il vrai qu'il a fait la liaison organique pendant l'après-midi avec un autre citoyen dont la triste qualité lui fut cependant

indiquée ? Il s'agissait du commissaire spécial de police Picard.

Voyons ! Le filic est-il un sympathisant au P. ? Ou bien V... le présentait-il pour organiser la Tchéka française ?

L'ami Benoit, secrétaire de l'Union locale d'Argenteuil, n'en est pas encore revenu. Il se demande toujours qu'est-ce qu'ils avaient bien à se dire pour rester si longtemps ensemble.

L'ami Benoit est un candide. L'élite du prolétariat a des desseins impénétrables et, comme la femme de Jules, elle ne peut être soupçonnée.

## La Vie des Lettres

PETITES NOUVELLES :

— Dans quelques jours va paraître une nouvelle revue, *La Revue des Arts asiatiques* (29, rue de Londres) ; directeur, Edmond Jaloux ; rédacteur en chef, Florent Fels.

— Le *Rigaro* a publié un poème inédit de Guy de Maupassant, daté d'Étretat, 11 mars 1871.

— On annonce, aux éditions du Monde Nouveau, pour paraître incessamment : *Le Génie de J.-H. Fabre*, par Marcel Coulon ; *Les Dévotions vaincues* (deuxième partie des *Dévotes d'Avignon*) par Joseph Péladan. (Le pauvre Péladan semble avoir un juste retour de gloire) ; etc.

— Nous apprenons d'Avignon que « de grandes fêtes auront lieu dans la Vaucluse les 22 et 23 juin prochain, en l'honneur de J.-H. Fabre. Le 22, dans la matinée, aura lieu, sur la place publique de Sérignan, la cérémonie d'inauguration d'une statue élevée par souscription nationale à la gloire de l'illustre entomologiste. Le soir, la fête se poursuivra à Orange. En présence du ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts sera donnée, au Théâtre Antique, une représentation avec les concours d'artistes de la Comédie-Française. Le lendemain, l'œuvre géniale du célèbre savant sera magnifiée en Avignon par une manifestation à laquelle la Municipalité a décidé de donner le plus d'éclat possible, et à laquelle participeront les représentants du Rouergue, où naquit Jean-Henri Fabre, ainsi que des délégations de savants du monde entier qui ont demandé à se joindre aux membres de l'Institut. »

Tel est le programme officiel des réjouissances...

Avec quel sourire méprisant il aurait considéré toutes ces chinoïseries, le Fabre des beaux jours, celui qui faisait des visites aux supérieurs en chapeau mou et qui, présenté de force à l'empereur, se bécota de fuir la Cour et de regagner son haras !

Georges VIDAL.

## AVIS

On nous prie d'insérer que le 13 mars prochain, paraîtra un nouvel organe de libre examen et de libre discussion : l'*Idee Anarchiste*.

Principaux collaborateurs pour l'extérieur : Malatesta, Bertoni, Max Nettlau, R. Rocker, A. Shapiro, A. D. Sanfilla, etc.

Pour la France : Rhillon, Souberville, Content, Barbé, Nadaud, Nicol, etc., etc.

Abonnements de 10 numéros pour la France : 2 fr. 50 ; de 20 numéros : 5 frs. ; de 10 pour l'extérieur : 3 fr. 50 ; de 20 pour l'extérieur : 7 francs.

Administrateur : Lucien Haussard.

Boîte postale n° 8, bureau XX, Paris.

## Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 h. 30 : La Damnation de Faust.  
OPERA-COMIQUE. — 20 heures : Manon.  
TRIANON-LYRIQUE. — 20 h. 30 : Rip.

Drames, Comédies et Genre  
COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 45 : Monna Vanna.

ODEON. — 20 h. 30 : Les Femmes savantes.  
THEATRE CORA-LAFARGERIE. — 20 h. 30 : Plus que Reine.

VAUDEVILLE. — 20 h. 45 : Le Bois sacré.

NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 15 : Le Torrent.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 20 h. 30 : Amédée, Knock.

THEATRE DES ARTS. — 21 heures : Deux Hommes, une Femme.

VIEUX-COLOMBIER. — Représentation privée (bureaux fermés).

MONTMARTRE-ATELIER. — 20 h. 30 : La Vie est un songe.

ALBERT-1<sup>er</sup> (troupe du Canard sauvage). — 21 heures : Coq d'or.

THEATRE DES MATHURINS. — 20 h. 45 : Ce que Femme veut.

LE PERCHOIR. — 21 heures : Ah ! l'ôte, opérette.

LA CHAUMIERE. — 21 heures : Spectacle varié.

Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — Tous les soirs, à 21 heures : « Les As » de la Chanson : Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jacques Ferny, Jack Cazol, Noël-Noël, Paul Groffe, Raymond Bartel, Eugène Rosi.

« En chasse », revue. — Dimanches et fêtes, matinées à 15 heures.

LE CARILLON. — A 21 heures : Bonne nouvelle l., revue.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — 21 heures : Les chansonniers Jean Rieux, de Soutier, Remongin, Surgères, Alex. H. Dumont, G. Dauzals et la divette Kady Teissier.

« Pas un mot au Percuteur l. », revue.

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abesses). — A 21 heures : Charles d'Avray et ses chansonniers.

OCCESSION

Dictionnaire Troussot

5 gros volumes en bon état : 90 francs

Ecrire Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc.



# Le 3<sup>e</sup> Congrès des Usines s'est tenu hier

Séance du matin

## Salaires et huit heures

Les usines métallurgiques de la région parisienne ont tenu leur 3<sup>e</sup> congrès hier dimanche 9 mars toute la journée, à la Maison des Syndicats, 33, rue Grange-aux-Belles.

La présidence est confiée au camarade Cuny, délégué de Troyes et venu à Paris pour le Conseil national des métaux. Assesseurs : Arachart, délégué d'usine et du syndicat autonome ; Bernier, secrétaire du Comité de grève.

Au bureau, ont pris place les secrétaires des métaux et de la voiture-aviation. Le congrès valide tous les mandats représentés et prononce l'admission des syndicats confédérés, unitaire, autonome.

Le public, syndiqué ou non, n'est pas admis dans les tribunes, malgré les raisons données par les minoritaires et les autonomes. Massot et Broutchoux proposent la sténographie du congrès, ce n'est pas accepté.

Baudin (voiture-aviation) fait un long exposé assez décousu pour démontrer que la question des salaires est intimement liée à la journée de huit heures. Il préconise le rejet des méthodes de travail apportant de la surproduction.

Guigni (Gnome et Rhône) dit qu'il n'est pas partisan, ainsi que les ouvriers de l'usine Gnome, de l'augmentation de 6 frs. par jour en prime de vie chère, mais d'augmenter la journée de huit heures. Il préconise le rejet des méthodes de travail apportant de la surproduction.

Il dit que le patronat est saisi du cahier de revendications non officiellement, mais il a répondu par cette formule : « pas d'augmentation de salaire sans augmentation de production ».

Guigni demande au Congrès de ne pas seulement voter des motions mais d'envisager des moyens de lutte pratique.

Il apporte quelques moyens pour résister à l'augmentation des heures de travail préconisée par le marquis de Dion.

Cholin (voiture-aviation) parle de la révision des contrats de travail.

Dans la motion déposée par le bureau, il trouve des choses mauvaises. Il s'élève contre la fixation du salaire horaire des manoeuvres à 2 fr. 75. Chacun sait que cette somme n'est pas suffisante. Il est d'autre part partisan de la revendication de la semaine de 44 heures et 48 payées.

Un jeune polisseur pose la question des jeunes ouvriers et de l'apprentissage. La crise d'apprentissage et la formation « d'ouvriers parcellaires » est une cause d'avachissement et de dépréciation des salaires. Il réclame la même augmentation pour les jeunes que pour les adultes et cela pour la question des accidents de travail et de rentes qui en découlent.

Grange apporte sur ce point une précision très juste sur le salaire de base des apprentis.

Cognard (Blériot) dit qu'il n'est dans l'esprit de personne d'éliminer les jeunes des revendications posées.

Il dit que le sabotage de la journée de huit heures est plutôt le fait des ouvriers que des patrons. Les prolétaires ont mis sur l'appât du gain. Il parle de la dépréciation du franc qui entraîne fatalement la diminution de la puissance d'achat. Il pense qu'il faudrait poser la revendication des salaires sur la valeur or, valeur réelle.

Pelletier demande qu'on discute les questions par ordre, la commission répondra.

Nicolo (usines Renault) dit qu'il faut surtout compter sur les ouvriers de bonne volonté qui sont non syndiqués et qui cependant sont approuvés par la majorité des usines parce que sérieux. Il demande qu'on pose la question de la main-d'œuvre étrangère.

Usine Vaucançon. — Le délégué de cette maison dit que la Commission d'organisation n'a pas suffisamment approfondi la question d'augmentation des salaires. La revendication unique des 6 francs ne fait que continuer la différence actuelle entre le manoeuvre et le professionnel. Il croit qu'on pourrait demander le salaire à la semaine.

Pelletier dit que le rapport a besoin d'être précisé. Il combat l'établissement des tarifs par catégorie. Il dit que l'établissement de la revendication de 6 francs, favorise les petits salaires si l'on prend le pourcentage.

Il pose le principe d'un salaire minimum indispensable : 2 fr. 75.

La séance est levée à midi.

Séance de l'après-midi

Pelletier continue son exposé sur le rapport et les conditions de travail. A une classe patronale organisée il faut opposer une classe ouvrière organisée fortement. Il dit que la Commission n'a pas à donner de directives, c'est au Congrès réuni ici de les donner.

Un délégué soulève du tumulte en déclarant que pas un délégué peut se vanter d'avoir tous les ouvriers de son usine derrière lui. Il expose son idée pour l'action....

Broutchoux (E.A.M. de Courbevoie) dit qu'il est d'accord avec le Comité d'organisation quand il a lié les questions salariales et huit heures.

Il regrette qu'avant de faire un travail on n'ait pas forgé l'outil nécessaire. Les comités d'usines sont indispensables pour l'obtention des revendications posées. Il est partisan de la semaine de 44 heures qui doit être l'étape vers laquelle nous devons nous diriger mais trouve qu'il faut faire halte sur la semaine de 48 heures, souffler un peu et repartir.

Il donne connaissance de statistiques qui prouvent que la région parisienne est plus défavorisée que d'autres régions de province. Il parle du franc et de sa dépréciation. Il est d'accord avec les usines Blériot et Gnome pour la base de revendication.

Massot dit qu'il aurait fallu constituer d'abord les comités d'usines. Il n'est pas d'accord sur la base de revendication. Il rappelle qu'en 1920 la question s'est posée et l'indemnité de cherté de vie n'a pas apporté une amélioration à la classe ouvrière car le patronat l'a retirée et demain

il fera de même. Il dit qu'il faut œuvrer pour le relèvement des taux d'affûtage.

La journée de huit heures a été sabotée par les ouvriers qui ont vu dans les heures supplémentaires une augmentation de leur gain journalier.

La situation actuelle nous demande de réfléchir avant de partir dans une action de grève générale. Si nous devons recommencer 1919-1920 je ne marche pas. S'il faut 10.000 flics pour rétablir l'ordre dans la rue il en faudra peut-être 20.000 pour sortir 10.000 ouvriers d'une usine.

Méditons ce moyen de lutte.

Le délégué de chez Darracq donne un aperçu des salaires payés dans cette usine et dit qu'il n'y a pas de taux d'affûtage.

Grange (précision Schneider). Des revendications ont déjà été posées et ont montré la difficulté de la question des 6 francs. Il préfère, quant à lui, l'établissement de tarifs par catégories. Il pense que la grève générale ne doit être que le dernier moyen à employer.

Bernier (Citroën) dit que le Congrès réuni aujourd'hui doit être un pas vers l'Unité. D'abord il déclare que le premier travail à faire, c'est la création des Comités d'Usines.

Les délégués présents ont été mandatés par un certain nombre d'ouvriers pour assister à ce congrès mais combien en retrouverez-vous si vous décidez une grève générale ? Très peu et la grève Citroën nous le démontre d'une façon précise.

Nous devons d'abord faire l'éducation de la masse qui reste loin de nous et comprendre qu'il faut s'attacher à la suppression du travail aux pièces. Les huit heures ne seront respectées que lorsqu'il sera constitué de solides Comités d'Usines. Il est contre la grève générale immédiate qui serait un échec.

Cadot (Voisin) expose le fonctionnement du Comité d'Usine de son usine et l'action qu'il a menée. Sur la question des salaires il leur fut répondu que le Comité des Industries métallurgiques s'y oppose et coupera les vivres à tout patron qui ne respecterait pas cette décision. Il lit une circulaire patronale qui prouve bien que cette décision émane du Comité des Forges. Il expose un programme de travail du Comité d'Usine.

Sémat. — Nous ne devons pas mélanger les plans défensifs et offensifs.

Un délégué des fonderies apporte le point de vue d'une grève générale des fonderies qui d'après lui porterait un coup au Comité des Forges. Cette grève préparée dans tout le pays pourrait être effective dans huit à quinze jours.

Une Commission de neuf membres est désignée pour établir le cahier de revendications et les moyens de lutte propres à les faire aboutir.

## LA GREVE CITROEN

Bernier (Citroën) demande que le Congrès donne une directive au Comité de grève de son usine, soit la rentrée lundi ou toute autre décision qui pourrait sauver la face du conflit et permettre l'organisation dans les jours qui vont suivre.

Grand pose à Bernier la question à savoir pourquoi, le Comité de grève qui connaît la situation, n'a pas pris la décision lui-même.

Bernier répond que le Comité de grève n'avait pas l'autorité nécessaire pour le faire car les ouvriers qui continuent la lutte ne veulent pas rentrer.

Un délégué de la maison Morse expose un avis contraire à celui de Bernier, car toute décision prise par le Congrès serait interprétée avec raison par le patronat comme un signe de faiblesse. Cela regarde le Comité de grève.

## LE DEBAT REPREND

M. A. P. (Saint-Denis). Le délégué donne un aperçu du travail fait et des réalisations obtenues par le Comité d'Usine de cette usine. La « contrôle sur l'embauche » est une des réalisations les plus importantes. Cela nécessite une organisation sérieuse, mais il pense qu'il faut faire la grève générale nationale de la métallurgie, immédiatement.

Lebourg (voiture-aviation) dit que le Congrès doit organiser la bataille contre le Comité des Forges qui représente l'impérialisme français. Peu lui importe les revendications de salaires car elles sont inutiles. Demain il faudra recommencer. Créons les Comités d'Usines.

Ducellier. — Le délégué déclare qu'il ne faut pas s'embarquer à la légère et tenir compte de la mentalité des ateliers.

Une citoyenne déléguée expose qu'elle ne veut plus de propagande, ni de discours, mais de l'action et qu'il faut descendre dans la rue.

Rabaté trouve que la question est secondaire de savoir si nous allons réclamer les 6 francs ou un taux d'affûtage. Ce Congrès est un épisode dans la bataille contre le Comité des Forges. A l'heure présente le Comité des Forges va tenter d'empêcher la bataille générale de s'engager et favoriser les grèves partielles. La classe moyenne du pays est favorable à notre revendication. Aussi le Comité des Forges va essayer, par sa presse, de diviser le pays et dresser la petite bourgeoisie commerçante contre la classe ouvrière métallurgiste qui veut être privilégiée à l'heure actuelle comme elle l'a été pendant la guerre. Les délégués ne doivent pas tomber dans le panneau des grèves partielles. Les conditions de vie sont telles que la bataille nous est imposée et nous devons y souscrire mais avec les plus grandes chances de succès. Le Comité national se réunit demain et nos camarades de province diront ce qu'ils entendent faire et qu'elles sont les chances de succès. Nous croyons que le moment est opportun parce que la baisse du franc a amené des commandes de l'étranger. Mais ce n'est pas une certitude et c'est le Comité national qui nous le dira. Alors nous engagerons la lutte. Non pas à l'heure patronale mais à celle qu'aura choisie la classe ouvrière.

Massot, Poussel, Cuny, demandent qu'une autre session du Congrès se tienne dans quinze jours, ce qui permettrait de faire

une préparation sérieuse pour l'action envisagée. Adopté.

A 18 heures, la Commission de résolution rentre en séance et le rapporteur Pelletier indique que sur les salaires, l'augmentation de 6 francs a été maintenue. Le salaire horaire d'affûtage minimum sera de 2 fr. 75. Et pour les 8 heures, l'application sera intégrale.

Ce point de vue a été accepté, moins 3 ou 4 voix.

Massot s'élève contre le taux du minimum de salaire qui s'affirme en dessous de ce qui est actuellement payé. Inutile de se déranger pour une revendication semblable.

Broutchoux fait remarquer que le salaire réclamé pour les manoeuvres est moins élevé que l'année dernière alors que la vie est augmentée.

Divers délégués interviennent. Le chiffre de 2 fr. 75 est élevé à 3 francs. Et la résolution suivante est adoptée :

« Les délégués des usines de Métallurgie et Voiture-Aviation de la Seine, réunis en congrès le 9 mars, à Paris, décident de soumettre, en accord avec les organisations syndicales, au Groupe des Industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne, et à tous les patrons individuellement une demande d'augmentation générale de six francs par jour pour toutes les catégories d'ouvriers et ouvrières employés par ces industriels, à ajouter au salaire d'affûtage ou au salaire horaire. « Ils décident de poser à la base de leur revendication de salaire le principe du minimum indispensable à l'existence de tout individu, hommes et femmes. « Ce minimum ne pourra être inférieur à un taux horaire de 3 francs et applicable dans toutes les maisons. « Considérant, d'autre part, que la question du salaire est liée à la durée de la journée de travail et n'en peut être séparée, le Congrès des usines repousse toute pratique d'heures supplémentaires, tendant directement ou indirectement à supprimer en fait la journée de huit heures qu'il entend revendiquer et défendre intégralement. »

Après explications, il est décidé de nommer une Commission centrale provisoire. Elle comprend des délégués des syndicats unitaires des Métaux et Voiture-Aviation, du syndicat autonome des Métaux, des usines les plus importantes.

Le Syndicat confédéré des Métaux pourra se faire représenter à cette Commission. Le délégué de chez Mors s'élève contre la participation du Syndicat autonome à la Commission, ce qui fait dresser presque tout le Congrès contre lui, y compris Boucher, secrétaire du Syndicat unitaire, qui déclare que toutes les bonnes volontés doivent être accueillies.

Après un appel à l'unité de Bernier, le président Cuny prononce une allocution spirituelle et déclare le Congrès clos.

Rendez-vous le dimanche 23 mars.

L. Gh.

## En lisant les autres...

### LA GUERRE DES CHANGES

M. Lucien Le Foyer, dans l'Ere Nouvelle, fait quelques réflexions assez justes — au milieu d'autres assez saugrenues — sur la monnaie et les changes à l'heure actuelle. Il écrit :

« La monnaie est essentiellement internationale. A des heures où les produits passent les frontières et s'échangent à travers le monde, il est dérisoire que les monnaies soient arrêtées aux frontières et y doivent subir des transformations ruineuses. Ces pratiques évoquent les bandits de la légende, qui dévalaient les chevaux de la diligence ou rompent l'attelage d'un convoi pour les piller. »

Oui. Remarques assez logiques, mais de la monnaie internationale n'en viendra-t-on pas bientôt à la suppression pure et simple de la monnaie, simple « garantie » bourgeoise d'un monde où tout ce qu'on touche peut revendiquer un propriétaire ?

### L'OPINION

Dans le Peuple, Clivis s'attriste quelque peu de voir dormir l'opinion de la grande masse, mais ne désespère pas tout de même.

« Tout conspire à empêcher l'opinion de prendre un intérêt actif à ces grandes causes de justice et d'humanité qui firent palpiter notre jeunesse. »

« La vie chère pèse chaque jour plus redoutable sur les budgets de la famille. Impossible de se libérer des préoccupations quotidiennes. On voit monter les prix du pain, du sucre, les notes du boucher, de l'épicerie, du tailleur, et de tout le reste, à la suite. Les cinémas sont encore pleins. Mais ne danse-t-on pas, par tradition, sur le volcan ? Allez donc alors considérer avec passion le supplice de Goldsky, le calvaire de Jeanne Morand et les tortures du bague militaire d'où sortent tant de cris douloureux et suppliants ! »

« Ne nous y trompons pas cependant. L'époque n'est pas venue encore des grands mouvements vengeurs de l'opinion. Mais les maîtres de l'heure sentent bien que celle-ci a cessé de leur appartenir, soumise, pantelante et domptée. On n'entend pas frémir l'opinion. Mais elle a de sourdes rumeurs. Son mécontentement est évident. Question d'entraînes. Cela compte. L'opinion va encore à ses plaisirs exaspérés ou à ses réclamations matérielles. Mais elle ne saurait quitter ceux-ci, ou accuser celles-là sans chercher confusément à découvrir les responsables de sa maladie, de ses inquiétudes, voire de ses tares nouvelles. »

« Des voix s'élèvent, chaque jour plus groupées et plus hautes, pour flétrir l'iniquité double de nos malheureux temps. »

« Les abus tragiques de la dictature pesant ici et là sur le prolétariat, avec des formes différentes mais toujours marquées par l'hypocrisie du pouvoir, qu'il soit, commentent de toucher la tranquillité de notre egoïsme. Le fanatisme a eu son royaume, ici par la guerre étrangère, là par une sorte d'inversion révolutionnaire. L'internationalisme, la Révolution ne sont point les coupables mais les victimes. Il faut que les hommes de bonne volonté prennent courage. »

Et qu'ils ne s'arrêtent pas, pourrions-nous ajouter, dans les lieux d'apaisement, mais de médiocrité et stérile apaisement, vers lesquels voudrait les diriger le Peuple.

# A travers le Monde

## CE QUI SE PASSE

La Grèce veut proclamer la république. Le peuple grec, qui n'a pas la douce joie de vivre dans notre belle France, est jaloux des libertés dont nous sommes comblés par le Bloc national, et veut lui aussi être digne de la devise dont nous nous réclamons avec une juste fierté.

Depuis de longs mois déjà, la pays était divisé entre partisans de la république et de la monarchie, et les premiers semblent sortir victorieux de la bataille. D'ici peu l'Europe comptera donc un monarque de moins, et la France, — si accueillante aux rois déchu — un de plus.

La transformation s'effectuera très probablement sans effusion de sang, et c'est heureux, car ce serait le peuple, qui une fois de plus, serait appelé à faire les frais du changement de régime. Pour lui cependant, que ce soit un roi ou un président qui gouverne, sa situation reste la même, et l'on se demande, avec angoisse, combien de temps encore le Proletariat consentira-t-il à faire le jeu des politiciens qui se réclament d'un idéal ou d'une doctrine quelconque, pour mieux l'exploiter et le trahir.

Le peuple grec espère en la république, comme le peuple français espère en ce moment sur le bloc des gauches. Tous deux seront déçus de la même façon, mais la marche de l'évolution et du progrès se trouve ralentie par cette inaction prolétarienne, qui accorde encore sa confiance à la politique, malgré son passé chargé de crime et de sang.

Nous disons plus haut que la France était accueillante pour les souverains déchus. Cela ne l'empêche pourtant pas de recevoir également ceux qui ont su conserver leur trône, et une réception digne de la république sera faite à Ferdinand de Hohenzollern et à sa suite, qui sera sous peu l'hôte de M. Millerand.

Et alors que le peuple est obligé de se serrer la ceinture, que le franc n'a plus aucune valeur, que le coût de la vie augmente chaque jour, et que l'on refuse aux fonctionnaires une légitime augmentation de salaire, on se plaît à dépenser 285.000 francs pour payer les frais d'hôtel de notre illustre visiteur. Il est vrai que le peuple est « Souverain », et il le montre.

L'ouvrier anglais, plus actif que son frère de France, s'agit depuis quelque temps, et à la suite des chemins de fer et des docks, se sont les mines, les tramways et les omnibuses qui sont été touchés par la grève.

Les mineurs — selon les usages syndicaux en Grande-Bretagne — ont donné 11 jours de grève, les trois mois de grève aux compagnies, pour briser le contrat en cours.

Dans trois semaines, si les patrons n'ont pas répondu favorablement aux revendications des mineurs anglais, 800.000 travailleurs abandonneront le travail, pour obtenir satisfaction.

Les employés de tramways ont eux aussi, passé aux compagnies un ultimatum, qui expire mercredi prochain, et si à cette date les négociations en cours n'ont pas abouties, Londres se trouvera dépourvue de tramways et d'autobus, car il est probable que les employés d'autobus se joindront à la grève par sympathie et solidarité.

Le demande des ouvriers est loin d'être excessive, puisqu'ils ne réclament qu'un relèvement de salaires de huit shillings par semaine.

Esperons que Mac Donald ne se mêlera pas du conflit, afin que les ouvriers anglais puissent sortir victorieux de la lutte.

J. G.

## RUSSIE

### VIVE L'ARGENT !

Les Russes ont une monnaie stable, ils en sont fiers...

Kamenet s'exprime ainsi : « Nous nous rendons compte que, depuis l'inauguration de cette politique nouvelle, nous n'avons pas pris de décision plus importante ni plus significative. Nos ennemis eux-mêmes, lorsqu'ils se rendent compte de nos efforts continuels pour le rétablissement d'une monnaie stable, doivent admettre que le miracle de la résurrection du rouble-or n'aurait pu être accompli sans beaucoup de courage, d'imagination et d'esprit politique. »

Mais ils ont bien du mal à garder, avec cette réforme qu'ils avouent « bourgeoise » le moindre bénéfice révolutionnaire... et le gouvernement se débat dans les nouvelles trames capitalistes...

« Le danger principal de la nouvelle réforme, a-t-il ajouté, est qu'une monnaie stable — comme cela s'est produit en Allemagne — fasse monter le prix de la vie et fasse baisser, au contraire, le prix des salaires. »

Quand une réforme présente un tel « principal danger », on est bien obligé de se demander pourquoi un gouvernement révolutionnaire se permet cette réforme.

## ANGLETERRE

### L'IRLANDE REMUE TOUJOURS

Dublin, 8 mars. — On annonce officiellement que l'ordre a été donné d'arrêter le major général Liam Tobin et le colonel Dalton, accusés de mutinerie. Les recherches faites hier soir pour les retrouver n'ont pas donné de résultat.

La mutinerie en question se serait produite lors de la démobilisation de 900 officiers, laquelle a causé un grand mécontentement.

On dit que le commandant de la caserne de Templemore, lorsqu'il a reçu l'ordre de démobilisation, a quitté la caserne en emportant des mitrailleuses, des fusils et des munitions ; il s'est réfugié dans les collines.

Des gardes armés ont été envoyés pour les arrêter.

## ALLEMAGNE

### D'UN BOUT DU MONDE

#### A L'AUTRE BOUT...

Un journal de Londres dit : « Les Allemands sont affamés, alors qu'un nouveau théâtre d'opéra s'ouvre à Berlin... Mais n'y a-t-il pas à Londres Hyde-Park,

Belgravia et Poplar, et White-Chapel... l'extrême richesse et l'extrême pauvreté « misérable », comme disent les Anglais ? N'y a-t-il pas à Paris les Champs-Élysées et les vieux quartiers gris et surpeuplés ? Des ouvriers qui manquent de travail et des gens qui ne pensent qu'à se faire servir ?

Pourquoi détruite le nouvel Opéra de Berlin, les beaux quartiers de Londres et de Paris, quand il ne manque rien en Europe pour construire d'autres beaux quartiers et nourrir les hommes qui travaillent ?

## ITALIE

### DEUX NOUVELLES RIVALES

L'Italie voudrait obtenir des territoires près de la Somalie, qu'elle occupe déjà. Mais l'Angleterre veille.

Et les deux impérialistes, la vieille et la jeune, de bonne race, en bonnes bêtes de proie, se regardent fixement et se montrent les dents... Cela pour le bien de la civilisation... et le malheur des indigènes...

## A TRAVERS LE PAYS

### LEURS DIVIDENDES

Clermont-Ferrand, 9 mars. — Un éboulement s'est produit dans les travaux d'adduction d'eau effectués pour la commune de Combronde. Plusieurs ouvriers ont été ensevelis ; on a pu les dégager rapidement, mais deux d'entre eux, Elie Labat et Jean Crouzon, ont été grièvement blessés et un troisième, Michel Laurent, 16 ans, a été tué.

### LES CRUES

Troyes, 9 mars. — L'Aube est grossie par la fonte des neiges. La rivière a débordé en plusieurs endroits. La Seine est également en forte crue à Nogent-sur-Seine, où elle a passé de la cote de débordement de 2 m. 40 à 2 m. 62 hier soir, elle atteindra incessamment le niveau de 2 m. 90.

### LA GREVE D'AUTUN

Une partie des ouvriers d'une usine d'habillement d'Autun font grève pour une question de salaire. Ils demandent une augmentation de 3 francs par jour.

Le patron de l'usine leur accorde une augmentation de 0.05 à 0.50 par heure selon la qualité du travail.

Un certain nombre d'ouvriers, abusés par l'hypocrisie patronale, ont repris le travail, mais les autres continuent la grève.

### LES ELECTIONS APPROCHENT...

Une assemblée du parti radical et radical-socialiste a eu lieu à Lille et a formé le bureau de la section du Nord. Il a été pris de graves décisions «... conquêtes laïques, sociales... La République, La Réaction ».

Il y a eu ensuite (naturellement) un banquet, où MM. Debière, Loucheur, Pascal et Daniel Vincent ont bu à la santé de leur prochain mandat !

### STATISTIQUE

D'après une statistique (méfions-nous des statistiques), la France est un des pays qui possèdent le plus grand nombre de journaux quotidiens. L'Italie vient après la France. L'Angleterre après tous les autres pays... Un seul quotidien... ne serait-ce pas là le meilleur moyen pour les hommes d'avoir tous une même opinion et d'éviter toute chicane entre eux ? Il en était à peu près ainsi pendant la guerre... et tous étaient d'accord... dans un même pays... On savait quelquefois ce qui se passait en Angleterre quand on était Français, ou ce qui se passait en France quand on était Italien. On ne savait jamais ce qui se passait chez soi... mais cela importait peu, puisqu'il suffisait de croire aux communiqués de la presse officielle. Et rien n'est plus facile que de croire...

## DANS PARIS ET SA BANLIEUE

### LES VIOLENTS

Devant le débit-hôtel où il habite, rue Aubry-le-Boucher, Aimier, 27 ans, a frappé à coups de couteau Maudou, 41 ans, 205, rue Dumesnil, à Asnières. Aimier, quoiqu'il n'ait qu'une jambe, a réussi à prendre la fuite. Le blessé a été transporté à l'Hôtel-Dieu.

### ON ECRASE

A 13 h. 45, à l'angle du faubourg Saint-Antoine et de l'avenue Ledru-Rollin, M. F. Messonnier, 32 ans, ébéniste, demeurant 18, rue Laval, a été renversé par une automobile appartenant à M. Pondan, 56 bis, rue de Charenton.

Messonnier a été transporté à l'hôpital Saint-Antoine dans un état grave.

### L'AGRESSION SOUS LE TUNNEL

La jeune femme qui a été attaquée hier par un voyageur sous le tunnel de Vincennes est soignée à la Pitié pendant que la police cherche son agresseur.

Celui-ci a oublié d'emporter le papier qui enveloppait le morceau de plomb dont il a frappé Mme Sauvanet. La police a gardé ce papier pour ses recherches anthropométriques. Elle a pu découvrir aussi le magasin d'où venait le papier.

Plusieurs journaux du soir disaient que le viol était plutôt que le vol, le mobile de l'agresseur. Ils parlaient aussi de l'arrestation imminente du brutal voyageur.

### UNE JEUNE FILLE SE TUE

A la station du métro Cambronne, à 18 h. 15, Mlle Eugénie Gaudemer, 17 ans, cuisinière, 18, boulevard Voltaire, s'est jetée volontairement sous une rame de train.

Il est troublant de constater depuis quel temps le nombre toujours croissant des suicides d'enfants et de jeunes gens. Le pourcentage est particulièrement alarmant chez les jeunes filles placées d'un côté ou de l'autre comme domestiques. Est-ce l'absence d'affection ? Est-ce la suite d'abus et de privautés que des patrons ignobles se permettent sur ces malheureuses ?

Toujours est-il que cette épidémie de suicides est inquiétante et qu'il faudrait s'occuper un peu plus de ceux que l'on a pris la responsabilité de jeter dans le monde.



# L'Action et la Pensée des Travailleurs

## Le 1<sup>er</sup> Congrès des fabriques de l'Ameublement parisien

Suivant la tactique méthodique, tracée par la commission intersyndicale, l'organisation du Congrès suit son cours normal, et ateliers par ateliers les réunions se poursuivent groupant de plus en plus des auditeurs nombreux.

Partout la création des comités de fabriques dans chaque maison est appréciée favorablement par tous les travailleurs.

Dans chaque atelier visité, des délégués au congrès ont été désignés.

Nous avons eu la satisfaction d'enregistrer, que dans toutes nos réunions, l'unité la plus complète a été réalisée.

Pas une note discordante sur la nécessité du groupement en comité dans la fabrique même.

Cette unité prouve que cette forme de groupement « pour la seule défense des intérêts de la classe ouvrière » sera demain l'arme puissante que le prolétariat aura à utiliser, soit pour la défense, soit pour l'offensive.

Pour que cette arme puissante soit réellement efficace, il est nécessaire qu'à notre Congrès la totalité des fabriques y soient représentées.

Ce qui fera la force des travailleurs de l'ameublement, ce ne sera pas seulement le grand nombre de congressistes, mais bien le nombre imposant des maisons représentées.

Or malgré toute l'activité des organisateurs au Congrès sur le nombre considérable des maisons d'ameublement de la Seine, il en reste beaucoup qui n'ont pas encore été visités.

Nous faisons appel à tous les travailleurs de l'ameublement qui se trouvent dans ces maisons pour organiser eux-mêmes une réunion d'atelier.

Certains camarades peuvent croire que pour faire une réunion de maison, il faut avoir des connaissances spéciales. Il n'y a cependant rien de plus facile.

Nous avons à la disposition des camarades des convocations imprimées, où il n'y a qu'à ajouter l'heure et le lieu de la réunion. Venir les prendre 2, rue Saint-Bernard.

Trois questions sont à développer : les huit heures ; le relèvement des salaires ; l'impôt sur les salaires.

Traiter en quelques mots ces trois questions, est certainement à la portée de tous les ouvriers de bonne volonté.

Ensuite, procéder à la nomination des délégués au Congrès, prendre leurs adresses et nous les faire parvenir, 2, rue Saint-Bernard, afin qu'ils soient convoqués en temps utile.

Dans le cas où un délégué de la commission serait indispensable nous prévenons quelques jours à l'avance en indiquant la date et le lieu de la réunion.

Chaque camarade aura à cœur de fournir son effort particulier à la cause commune, car avec l'augmentation rapide du coût de la vie, la situation de la classe ouvrière va se trouver sous peu dans un état si lamentable, qu'il est du plus impérieux devoir de chacun de faire l'impossible pour que nous soyons prêts au moment favorable.

Nous attirons surtout l'attention des camarades sur le danger qu'il y a actuellement à déclencher des mouvements partiels qui souvent feraient le jeu des patrons.

Prière de venir au syndicat avant d'engager toute action.

Ne dispersons pas les efforts, car sous peu, nous serons peut-être appelés à la lutte collective.

La Commission Intersyndicale.

## Dans le Bâtiment de Lille

De Vreyer Eugène, secrétaire de bâtiment unitaire de Lille, en militant qui se respecte, est en train de se casser les menottes à propos de l'unité. Il répète dans son article paru dans l'« Enchaînement » ce que l'« Humanité » bavouille depuis des mois.

Vous connaissez les arguments — comment se fait-il que l'idée de l'unité se soit si rapidement incrustée dans les cerveaux des superpurs de la Fédération du bâtiment ? — Le Pen ne se souvient-il pas de l'anathème qu'il adressait naguère à Vaillant ? Nos purs ne toucheraient-ils pas de l'argent d'Amsterdam ? etc... Si le ridicule tuait, De Vreyer, pour qui j'ai de l'estime parce que je le sais sincère autrement que tous ces « rigolos » à la Teulade (futur secrétaire de la future Fédération communiste du bâtiment fut tombé mort en rédigeant son article ?)

Qu'il me soit permis de faire remarquer à De Vreyer que dans l'action comme pour la constitution de la main-d'œuvre étrangère, etc., la Fédération du bâtiment a toujours dans la voie de l'unité devancé la C.G.T.U. et cela n'en déplaît pas à Monatte. Elle a été la première aussi à refuser après la guerre le syndicalisme de collaboration de classe. Si aujourd'hui tous les politiciens s'abattent sur elle c'est parce qu'elle est restée essentiellement syndicaliste. (De Vreyer le sait très bien puisqu'il a voté dans ce sens au Congrès de Paris et au Congrès régional d'Arras). S'il nage ce n'est pas de ma faute.

La méthode unitaire préconisée par la C.G.T. est irréalisable, parce que la rentrée en son sein des syndicats révolutionnaires laisserait supposer que ce sont eux, les seuls responsables de la scission.

Celle préconisée par la C. G. T. U. est utopique pour la bonne raison que la C.G.T.U. fut constituée par dégoût de la politique S.F.I.O., du fonctionnarisme et de la collaboration des classes.

La C.G.T.U. n'a même pas à reprocher cela à la vieille C.G.T., puisqu'elle est à la remorque du Parti communiste et que d'autre part, Monmousseau, Berrard, Duduillet ont comme Jouhaux et Cie. violé à Bourges les statuts confédéraux, en reprenant à leur compte plusieurs années de fonctionnarisme. (De Vreyer a été toujours d'accord avec moi là-dessus), tout en ayant ainsi aux pieds les principes élémentaires du syndicalisme révolutionnaire.

Ce fait pour les deux C.G.T. d'être logées

à la même enseigne est le principal obstacle à l'unité. Je vois d'ici un congrès extraordinaire de tous les syndicats des deux C.G.T., où les uns accusent la C.G.T. de suivre le parti S.F.I.O., ces derniers retournant la halle accusant les accusateurs (oh ! ironie) de suivre le Parti S.F.I.C., Monmousseau reprochant à Jouhaux ses innombrables années de fonctionnarisme, alors que lui-même s'est imposé ce sacrifice d'en prendre pour quatre années de plus.

N'avez pas à leurs chausses, car si notre Fédération est logique avec elle-même, elle fera l'unité dans l'autonomie à l'égard des deux C.G.T. Cette attitude sera susceptible de rallier tous les mécontents, nouveaux et anciens.

P. S. — Pour ce qui concerne l'argent d'Amsterdam, nous le mélangerons avec celui de Berlin (oui, messieurs !) et nous pourrions de ce fait vous prêter les deux millions qui vous manquent (?) pour votre propagande électorale, syndicaliste et révolutionnaire... les poires sont mûres et les dieux sont rois.

Minorité du Bâtiment de Lille.

## Le syndicalisme à Reims

Nos camarades de l'alimentation, en grève depuis quinze jours, continuent la lutte sans défaillance.

Lundi 25 février 1924, notre camarade Quintane reçoit le télégramme suivant :

« Nous apprenons par presse grève déclarée alimentation. Renseignements de suite. »

« BOVILLE. »

Notre camarade lui fit cette réponse :

« Venir immédiatement Reims. »

« QUINTANE. »

Nous avons appris par des camarades de l'alimentation que Boville était venu le 26, mais que sans doute très bien renseigné et aussi bien conseillé par le bureau communiste de l'U. D., il rentra à Paris avec le même empressément, sans voir Quintane.

\*\*\*

Samedi 1<sup>er</sup> mars, le Syndicat du Bâtiment tenait son assemblée générale. A l'ordre du jour était portée comme gros morceau l'orientation syndicale.

Nos braves moscouitaires avaient ramassé tout le ban et l'arrière-ban de leurs partisans et ils se croyaient bien en force.

Il ne faut pas démentir le « yellow » et, diable, une minorité qui ne grandit pas disparaît, et il faut toujours être la majorité, que l'on soit ou non de la partie.

Donc, la réunion commença sous la présidence de l'Eminence grise de Reims, le sieur Catinat, le futur candidat...

Une résolution préparée d'avance par lui ou le bureau, ce qui est tout comme, fut lue, qui menaçait de l'expulsion immédiate quiconque ferait dévier le débat, etc., etc.

On doit obéir, scrupuleusement !

Tout le monde s'y rallia, espérant un peu de calme, car pour ces agneaux les perturbateurs sont ces pelés et ces galeux de syndicalistes purs.

Après la lecture des procès-verbaux, un camarade de la Minorité demanda la parole, car il y avait certaines couleurs un peu dures à avaler : vote d'un prêt de 500 francs au « Club du travail », club formé de jeunes communistes.

Ce camarade fit les objections suivantes : « Nous ne sommes pas opposés, en principe, à aider les groupes d'avant-garde et nous ne nous sommes pas opposés au vote d'un don de 100 francs à ce club. Mais, aujourd'hui, cela nous paraît déplacé, car dans le compte rendu d'un conseil précédent, vous nous dites n'avoir pu verser que la moitié de votre dette à la Fédération. En ce moment, la Fédération, préparant une campagne d'agitation, en a beaucoup plus besoin qu'un club de vélocipédistes ou de chanteurs. Le bureau insista pour défendre son point de vue et on passa au vote à mains levées.

Comme il fallait, coûte que coûte, obtenir la majorité, ces braves citoyens comptèrent double, mais nous protestâmes. Et devant ce parti pris des murmures s'élevèrent et le résultat ne put être acquis.

En présence du brouhaha provoqué par cette attitude, un de nos camarades fit la proposition suivante : « Il y a ici une grève en cours, donnez-leur ces 500 francs. »

Le bureau s'y opposa, car leur protégé ne pourrait avoir cette somme qu'il convoitait. Et diable, on doit bien être maître des cotisations des cochons de payants.

Après de multiples discussions et provocations, on passa au vote sur la proposition de la Minorité.

Le bureau fut battu ! Oh ! alors, ce fut un beau tumulte ; la discussion sur les sections techniques ne put calmer les tendances, car nos orthos voyant arriver après la question de l'orientation syndicale, cherchant par tous les moyens à saboter cette réunion.

Ils quittèrent la salle en chantant l'Internationale et poussèrent des cris et des insultes en descendant les escaliers. Nous continuâmes la réunion et, après quelques discussions, l'ordre du jour suivant fut voté :

« L'Assemblée générale du Syndicat du Bâtiment de Reims, dans sa réunion administrative du 1<sup>er</sup> mars 1924, après le départ des communistes, ayant continué la discussion, proteste à l'unanimité contre l'attitude du bureau actuel et des toutes intestines dans le sein du Syndicat et se déclare solidaire de l'action de la Fédération du Bâtiment et mandate son délégué pour réclamer l'autonomie fédérale. »

A ce moment, un camarade communiste, déçu de l'attitude de ses disciples, déchira sa carte du parti et vint vers nous. Espérons que cette minorité « fondante » continuera et redeviendra la grosse majorité d'antan.

Pour la Minorité : GERBAL.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Baptiste FRAYSSE

Imprimerie spéciale du Libéraire

1042, rue Paul-Lelong, Paris

## Aux syndicalistes révolutionnaires de la région d'Alais

La Minorité syndicaliste révolutionnaire, réunie à la Bourse du travail, a enregistré avec satisfaction les adhésions nouvelles. Elle a aussi voté, à l'unanimité, la déclaration suivante :

« La Minorité s'élève contre les accusations portées contre les militants de la Minorité de vouloir une troisième C. G. T. Les syndicalistes communistes reprennent à leur compte les arguments des réformistes de la vieille C. G. T. Or, invoquaient contre les C. S. R. en 1920. Or, les vrais antiunitaires sont ceux qui critiquent la Fédération du Bâtiment quand elle cherche à réaliser son unité fédérale. Cette critique des Unitaires vient de ce que le Bâtiment est resté avant tout syndicaliste. La M.S.R. Alaisienne approuve donc l'attitude du Bâtiment qui ouvre la voie à l'unité ouvrière, souhaite que les Fédérations des mineurs et des cheminots suivent son exemple. Les travailleurs alaisiens jugeront où sont les scissions préconisées tout simplement dans leurs syndicats respectifs l'unité syndicale par l'application intégrale de la charte d'Amiens dont les principes essentiels sont : 1<sup>o</sup> la non-réligibilité ; 2<sup>o</sup> l'incompatibilité des mandats politiques syndicaux. »

Camarades travailleurs, face à la décomposition des partis politiques, réalisons l'unité syndicale. C'est la véritable unité ouvrière. Préparons notre émancipation totale par la suppression totale du salariat et du patronat.

PRADIS.

## La grève de la Chaussure

Aujourd'hui lundi, nos camarades qui ont affaire aux plus récalcitrants de nos patrons se retrouveront encore en lutte, et M. Hamelin, tout comme Gaisbach, du 13<sup>e</sup>, verront leurs ateliers déserts.

Le Syndicat de la Chaussure aidera ces camarades à faire fléchir la rapacité des derniers qui résistent. Cela lui sera d'autant plus facile que les résultats obtenus ailleurs sont les meilleurs encouragements. Il n'y a d'ailleurs aucun doute à avoir. Si MM. Hamelin, Gaisbach, Dupuis et Chemin réussissent à échapper aux augmentations que les autres patrons ont consenties, ils augmenteraient quand même leurs prix de vente, exactement dans la même proportion que leurs collègues. Le bénéfice s'accroîtrait donc encore pour eux au détriment de l'ouvrier et du détaillant.

Tous nos camarades seront présents aujourd'hui, à 9 heures, à la Bourse du Travail.

## Mais oui, Unitaires !

L'accord des commissions des deux fédérations du Bâtiment, en vue de réaliser l'unité des travailleurs de notre industrie, a réjoui les syndiqués unitaires, non pas unitaires d'étiquette, mais pour de bon unitaires, voulant l'unité pour être forts devant un patronat qui a gagné du terrain depuis nos divisions.

Cet accord ne pouvait pas être autre. Il laisse au Congrès d'unification le soin de décider l'adhésion ou non à une confédération ; pour nous, au S.U.B., nous avons déclaré nettement, le 27 janvier, qu'aucune C.G.T. actuellement ne nous offrirait les garanties de défense suffisantes contre les manœuvres de partis politiques et que nous votions le principe d'autonomie vis-à-vis des confédérations.

Ce vote, à la presque unanimité des nombreux assistants de cette assemblée, a aujourd'hui une haute signification à la veille de cette unité fédérale que nous réclamons, début de l'unité totale : il prouve clairement à tous notre volonté de vivre un syndicalisme indépendant et fort, et tous les syndicats de province, de l'une ou l'autre fédération, ont maintenant à dire, le 4 mai, à quelle C.G.T. ils désirent aller ou s'ils se rangent à notre point de vue.

Une odieuse manœuvre se déclenche à cet égard. Les communistes orthodoxes qui veulent régner sur quelque chose, comme ils ont formé l'Union dissidente du P.O., forment une nouvelle Fédération du Bâtiment. Les copains verront clair et comprendront quelle est l'impudence de ces unitaires (?) à tous crins qui fabriquent une organisation dès que celle existante leur échappe.

Ils ont fabriqué des syndicats à Paris, ils sont assurés de l'adhésion d'une trentaine d'autres, ils vont chercher l'appui des sections compagnonniques (eux qui daubent tant sur les réformistes), pour essayer de détruire les vieux syndicats.

Les suivrez-vous, gars du Bâtiment, ou les renverrez-vous aux commissions électorales de leur parti ?

## FAITES DES ABONNES au "Libéraire"

Découpez le placard ci-contre et faites-le remplir par un camarade

### ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an..... 80 fr.	Un an..... 112 fr.
Six mois..... 40 fr.	Six mois..... 56 fr.
Trois mois..... 20 fr.	Trois mois..... 28 fr.

Chèque postal : Ferandel 586-65

De préférence utilisez notre Compte Chèque Postal Ferandel n° 586-65 Paris. Vos frais d'envoi de fonds ne s'élèveront qu'à 0 fr. 25 — aucun risque de perte.

## Sur le syndicalisme

Quel est le but du Syndicat ?

Élever le niveau moral des travailleurs, améliorer leur condition matérielle. Pour ce faire, le Syndicat doit d'une part lutter pour l'augmentation des salaires toujours inférieurs au prix de la vie, pour la suppression du travail aux pièces et du taylorisme.

D'autre part, et tout en recherchant les garanties de sécurité et d'hygiène à l'usine, le Syndicat doit combattre dans une grande partie de la classe ouvrière les préjugés anciens et modernes et l'esprit de routine.

C'est pas de l'enseignement pédagogique actuel qu'il faut attendre un relèvement intellectuel de la classe ouvrière.

Et si à l'école on préconise la guerre à l'alcool et au tabac, l'État, lui, trouve intérêt à augmenter la consommation des poisons alcooliques et tabagiques.

Il est donc du devoir du Syndicat de lutter contre ces fléaux, de faire la guerre en même temps à la surproduction dans le travail, et surtout à la procréation exagérée des enfants.

Et dans le recrutement syndical, il doit veiller plus à la qualité morale qu'à la quantité des syndiqués. A quoi sert une quantité venant verser simplement la cohabitation ? Beaucoup le font cependant pour se mettre à l'abri de représailles, et croient leur devoir accompli. Des cotisations incapables de solidarité ou n'agissant que sous l'influence de la boisson ne sont pas des syndiqués intéressants.

Des syndiqués qui travaillent comme des brutes sont des éléments néfastes pour leur organisation.

Des syndiqués qui maltraitent leurs jeunes manœuvres et apprentis, et s'allient de la sorte à l'exploitation capitaliste, sont de bien tristes recrues...

Il est aussi nécessaire de faire disparaître l'esclavage au foyer que dans le travail; des syndiqués qui réclament pour eux des conditions pécuniaires et morales meilleures, et qui tiennent leurs compagnes dans la servitude du foyer conjugal, ou même les laissent dans la situation inférieure où elles se trouvent placées à la fois par la religion et des préjugés, manquent à leur devoir.

Recruter des adhérents c'est bien, mais former des hommes, « ouvrir » des cerveaux c'est beaucoup mieux.

Le syndicalisme n'aura de réelles forces de transformation sociale, d'évolution, qu'en sortant des mercantiles revendications pécuniaires, et en accentuant la propagande d'éducation morale.

Certes, il faut qu'il lutte dans le présent, mais tout en préparant l'avenir, en éduquant les femmes et les enfants.

HACHERE.

## La Minorité Syndicaliste va tenir une Conférence

La veille du Conseil national de la C.G.T.U., le samedi 15 mars, à 9 heures du matin, 8, avenue Mathurin-Moreau, la Minorité syndicaliste tiendra une conférence.

Sont convoqués : les délégués minoritaires des U. D. et Fédérations ; un délégué par syndicat minoritaire ou minorité syndicale organisée de la Seine et de la province (si des camarades de province peuvent être présents).

Ordre du jour : La situation ; le cas de l'U. D. du Rhône.

Pour le bureau, Marie GUILLOT.

## La vie chère à Nice

Nous recommandons aux camarades ouvriers de Nice une propagande intense. Qu'ils répandent nos brochures et fassent connaître nos idées. Qu'ils apprennent aux ouvriers qu'il y a autre chose à faire pour eux que d'être de bons électeurs. La lutte contre le capital et le patronat, les servira bien plus... si l'on songe qu'ils ne gagnent que 2 fr. 50 à 2 fr. 75 de l'heure, alors que le pain coûte à Nice 31 sous le kilo.

Allons, camarades, secouez votre apathie et luttiez pour vos idées.

A. B.

## Communiqués Syndicaux

Boulangers. — Aujourd'hui, 19<sup>e</sup> arrondissement, à 17 heures, 42, rue de Flandre. Délégués : Prévost et Launay.

Ebénistes. — Les camarades sont priés de passer un soir dans la semaine à la permanence, à 18 heures, pour renseignements indispensables.

Union des Syndicats ouvriers confédérés de la Seine. — Réunion de la Commission exécutive ce soir, à 20 heures 30, au siège de l'Union, Bourse du Travail, premier étage, bureau 6.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Camarade administrateur du « Libéraire »

9, rue Louis-Blanc, Paris (10<sup>e</sup>)

Ci-joint veuillez trouver (ou bien)

Je vous adresse ce jour d'autre part la somme de.....

en mandat-poste (ou carte) ou chèque postal pour un abonnement de..... mois.

NOM et PRENOMS.....

PROFESSION.....

ADRESSE.....

DEPARTEMENT.....

Ecole du Militant (première année). — Ce soir, à 21 heures, 211, rue Lafayette.

Commission d'Etudes féminines. — Réunion ce soir, à 21 heures, au siège de l'Union.

Syndicat des Employés de l'Industrie hôtelière. — Vous êtes priés d'assister à la réunion du Comité de section des Bouillonniers et du Comité de section des Dames, qui aura lieu aujourd'hui, de 15 heures à 17 heures, salle des Trois-Mousquetaires, 88, rue de Richelieu.

Minorité des Chauffeurs, Conducteurs, Mécaniciens, Electriciens. — Réunion mardi, à 17 h. 30, bureau 12, 4<sup>e</sup> étage, Bourse du Travail.

Métaux (Etablissements d'Application mécanique de Courbevoie). — Ce soir lundi, à 17 h., salle du Café 95, boulevard de Saint-Denis, à Courbevoie, Broucheux et Arachart rendront compte de leur mandat au Congrès des tsjns.

Tout le personnel est invité.

Syndicat autonome des Métaux. — Réunion mercredi soir, 20 heures 30, bureau 24, Bourse du Travail, 4<sup>e</sup> étage.

Conseil et Commission exécutive.

Minorité des Métaux. — Réunion aujourd'hui, à 20 h. 30, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Extrême urgence.

Fédération des Jeunes syndicalistes de la Seine. — Réunion du Comité d'entente, demain mardi, à 20 h. 30, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Questions importantes à l'ordre du jour.

Les camarades s'intéressant au mouvement des jeunes sont cordialement invités.

La Jeunesse syndicaliste des Métaux, poursuivant son œuvre d'éducation des jeunes ouvriers et ouvrières, organise une grande conférence sur les comités d'usines, par le camarade Sémat, qui aura lieu le mardi 11 mars, à 20 h. 30, salle Fernand Pelloutier, Bourse du Travail.

Tous les métallurgistes comprendront l'importance du sujet traité et auront à cœur d'assister à cette conférence en y amenant le plus possible de camarades.

C.I. du 11<sup>e</sup>. — Jeudi 13 mars, à 20 h. 30, meeting organisé par le C.I., au restaurant Coopératif, 71, avenue Philippe-Auguste.

DANS LE S.U.B.

CONSEIL GENERAL ce soir. Présence indispensable. Vu la gravité de l'ordre du jour, les conseils de section se réuniront demain.

ORNEMANISTES, assemblée demain.

MENUISIERES. — Les camarades des maisons en conflit dernièrement (Jansen, Gosselin, Verrières) sont priés d'assister à l'assemblée de la Section ce soir, à 18 heures, Bourse du Travail.

SERRURIERS. — A cause du Conseil général, le Conseil est remis à demain.

CIMENTIERS. — Le Conseil est remis à vendredi.

JEUNESSE SYNDICALISTE. — Causerie ce soir, à 20 h. 30, salle des Commissions, premier étage, Bourse du Travail.

## La Vie de l'Union Anarchiste

### Paris et Banlieue

Groupe du 11<sup>e</sup>. — Réunion jeudi 13 mars, 195, boulevard Voltaire, au « Rendez-Vous des Cochers », salle du premier étage (métro Nation). Causerie-contrôle sur « Force et Matière », par le camarade Léon Louis et un copain du Groupe.

Appel aux sympathisants.

Groupe du 18<sup>e</sup>. — Demain mardi, à 20 h. 30, salle Herménier, 77, boulevard Barbès, grande conférence par E. Armand, etc... La Problème de la sexualité et comment l'engager ?.

Invitation cordiale est faite à tous les copains libertaires et sympathisants.

### Province

Fédération anarchiste du Sud-Est. — Causeries populaires de Lyon, 17, rue Marignan. Tous les lecteurs du « Libéraire » de Lyon et banlieue assisteront à la conférence qui aura lieu le mardi 11 mars, à 20 heures, salle du Chalet-Russe, 59, avenue Berthelot.

Les camarades Argence et Andrieux y traiteront de la position des anarchistes dans le mouvement économique.

Il sera perçu un franc pour participation aux frais d'organisation.

Tombole-surprise, tout numéro gagnant.

### FEDERATION DES ANARCHISTES DU SUD-SUD-EST

Savez-vous, camarades, le nombre des abonnés du « Libéraire » dans votre région ? Je vais vous le dire : Cannes, 2 ; Arles, 3 ; Marseille, 47 ; La Ciotat, 3 ; La Seyne, 0 ; Toulon, 1 ; Hyères, 1 ; Nice, 7 ; Fréjus, 5.

Je ne peux croire que, dans notre région si ouvrière, il n'y ait pas plus de copains anarchistes que cela. Je connais plusieurs copains à Toulon-La Seyne qui sont anars. Pourquoi ne vous abonnez-vous pas, camarades ? Non seulement vous feriez une économie, mais vous aideriez mieux notre vaillant petit canard à poursuivre sa tâche.

La campagne contre les politiciens va commencer. Il faut que nous soyons forts. Si vous le voulez, nous le serons.

Allons, camarades, envoyez votre abonnement. Vite, pour la lutte, pour notre idée. Envoyez-moi vos suggestions et propositions pour le Comité d'initiative de l'U.A.

Je prie aussi un camarade de m'envoyer le « Petit Var ».

S'adresser à Fraysse, au « Libéraire ».

Groupe de Montluçon. — Tous les anars et les sympathisants sont invités à assister aux réunions et causeries du Groupe qui ont lieu tous les vendredis, à 20 h. 30, à l'édifice communal, salle de consultation.

Pour tout ce qui concerne le Groupe, ne plus écrire au camarade Maillet, mais au camarade René Delorme, rue du Vélodrome, Montluçon (Allier).

## Communications diverses

Les Compagnons de l'En-Dehors se réunissent le deuxième et le quatrième lundi du mois, bar des Ardennais, 51, rue du Château-d'Eau, à 20 h. 30 (métro Château-d'Eau).

Ce soir 10 mars : « Est-ce le moment de réaliser ? » par Loyal.

Club du Faubourg. — Ce soir lundi, à 20 h. 30 précises, théâtre de la Fourmi, 10, boulevard Barbès, troisième et dernière conférence contradictoire par l'abbé Viollet, sur « Eglise ou Liberté ! ». Contradicteurs : le pasteur Segond pour les protestants, le rabbin L.-G. Lévy pour les juifs, Georges Pioch pour les penseurs libres.

Jedi soir : « République, Monarchie, Dictature ! ».